



CONSEIL COMMUNAL DU 15 OCTOBRE 2026
GEMEENTERAAD VAN 15 OKTOBER 2026

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:15
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Affaires Générales - Algemene Zaken

1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24.09.2026 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le projet de procès-verbal de la séance du 24 septembre 2026 ;

DECIDE :

De prendre connaissance du projet de procès-verbal de la séance du 24 septembre 2026, établi conformément à l'article 108 bis de la nouvelle loi communale et d'approuver ce projet de procès-verbal.

Proces-verbaal van de zitting van de gemeenteraad van 24.09.2026 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het ontwerp van proces-verbaal van de zitting van 24 september 2026 ;

BESLUIT :

Kennis te nemen van het ontwerp van proces-verbaal van de zitting van 24 september 2026, opgesteld conform artikel 108 bis van de nieuwe gemeentewet, en het ontwerp van proces-verbaal goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage
CC PV 24.09.26.pdf

CPAS - OCMW

2 CPAS - Exercice 2026. Modification budgétaire n° 3

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 14 mars 2019 modifiant la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale du 8 juillet 1976;

Considérant la proposition de modification budgétaire n°3 du CPAS pour l'année 2026 (en annexe) ;

Considérant que le sujet a été soumis au comité de concertation CPAS-commune pour concertation ;

DECIDE :

D'approuver la modification budgétaire n°3 du CPAS pour l'exercice 2026.

OCMW - Dienstjaar 2026. Begrotingswijziging nr 3

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 14 maart 2019 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Overwegende het voorstel tot begrotingswijziging nr. 3 van het OCMW voor het jaar 2026 (in bijlage);

Overwegende dat het onderwerp ter overleg werd voorgelegd aan het overlegcomité OCMW-gemeente;

BESLIST:

De begrotingswijziging nr. 3 van het OCMW voor het dienstjaar 2026 goed te keuren.

7 annexes / 7 bijlagen

20260922-A-0009-AN-003.pdf, 20260922-A-0009-AN-002.pdf, 20260922-A-0009-AN-004.pdf, 20260922-A-0009-AN-005.pdf, 20260922-A-0009-DE-FR.pdf, 20260922-A-0009-AN-001.pdf, 20260922-A-0009-DE-NL.pdf

Affaires Générales - Algemene Zaken

- 3 **Ordonnance de police relative relative à l'approche administrative communale en matière de criminalité déstabilisante en vue de mener des enquêtes d'intégrité dans l'activité économique "supermarchés", et plus particulièrement les "commerces de détail non spécialisés dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent"**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 112, 119 et 119 *ter à sexies* permettant d'établir un système d'enquêtes d'intégrité face à la criminalité déstabilisante ;

Vu le Règlement général sur la protection des données (RGPD) 2016/679 du 27 avril 2016 et la Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la Loi du 15 janvier 2024 relative à l'approche administrative communale, à la mise en place d'une enquête d'intégrité communale et portant création d'une Direction chargée de l'Evaluation de l'Intégrité pour les Pouvoirs publics et ses arrêtés royaux d'exécution ;

Vu la Loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales ;

Vu l'Arrêté royal du 22 avril 2024 relatif aux secteurs et activités économiques sur la base duquel une ordonnance de police peut être adoptée conformément à l'article 119^{ter} de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'Arrêté royal du 26 avril 2024 relatif à l'enregistrement, l'accès aux données et la consultation du Registre Central des Enquêtes d'intégrité ;

Attendu qu'en vertu de l'article 119^{ter} de la Nouvelle loi communale, tel que rétabli par l'article 35 de la loi du 15 janvier 2024 susvisée, le Conseil Communal peut soumettre l'implantation ou l'exploitation d'établissements accessibles au public où se déroulent des activités économiques à une enquête d'intégrité ;

Considérant qu'une ordonnance de police communale motivée et une analyse de risques préalable sont nécessaires à cet effet ;

Vu l'analyse de risques préalable, datée du 10 août 2026 et menée par la Zone de police Bruxelles-Ouest pour la commune, démontrant que l'activité économique « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent », appartenant au secteur économique « commerce de détail », visée par la présente ordonnance, exercée au sein de la commune, présente un risque accru de criminalité déstabilisante ;

Considérant que la commune est légalement habilitée à prendre des mesures visant à lutter contre la criminalité déstabilisante ;

Considérant que les organisations criminelles ne recherchent plus uniquement le profit d'activités illicites mais poursuivent également une stratégie d'infiltration durable de l'économie légale afin de recycler leurs capitaux, de dissimuler l'origine criminelle de leurs avoirs, d'acquérir une apparence de légitimité et de développer une influence économique et sociale

susceptible de compromettre le bon fonctionnement des pouvoirs publics ;

Considérant que cette infiltration s'opère fréquemment au moyen d'entreprises exerçant une activité économique réelle ou apparente, lesquelles peuvent être utilisées tant pour le blanchiment de capitaux que pour la commission, la facilitation ou la dissimulation d'autres formes de criminalité organisée ;

Considérant que la commune est légalement autorisée à mener des enquêtes d'intégrité, concernant l'implantation ou l'exploitation de tous les établissements accessibles au public qui appartiennent à l'activité économique « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent », relevant du secteur économique « commerce de détail », situés sur le territoire de la commune ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à une mise en balance des intérêts entre, d'une part, la confiance que les clients sont en droit d'attendre des établissements accessibles au public exerçant l'activité économique « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent », et soumis à une enquête d'intégrité en vertu de la présente ordonnance, et, d'autre part, la liberté de commerce et d'industrie ;

Considérant que la commune est investie du rôle de contrôler les risques que présentent l'implantation et l'exploitation d'établissements commerciaux exerçant l'activité économique « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » soumis à enquête d'intégrité par la présente ordonnance ;

Considérant qu'afin d'assurer ce rôle, elle est compétente pour édicter des prescriptions particulières applicables aux commerces relevant dudit secteur à risque, en exécution et dans le respect des normes en vigueur ;

Considérant que le risque que les commerces relevant de l'activité économique « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » soient utilisés pour exercer des activités illégales énumérées exhaustivement à l'article 119^{ter}, §10 de la Nouvelle loi communale a fait l'objet d'une évaluation ;

Considérant que l'activité économique « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » présente des caractéristiques facilitant les possibilités de fraude sociale ou fiscale ou d'infiltration et d'investissement de milieux criminels en vue de soutenir des activités de blanchiment d'argent, notamment en raison du modèle économique facilement répliquable, de l'absence de nécessité d'avoir un personnel très qualifié, de la circulation potentiellement importante d'argent liquide ou encore de la possibilité d'exercer une domination territoriale ;

Considérant que le Vademecum de la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF) portant sur la vulnérabilité des secteurs au blanchiment de capitaux, identifie, entre autres, le secteur du commerce de détail comme cible potentielle pour l'investissement des milieux criminels, notamment en vue de pratiquer du blanchissement de capitaux par la dissimulation ou le transfert de capitaux illicites dans le cadre de transactions commerciales de sociétés de commerce de détail ;

Considérant que l'Union européenne, le Groupe d'action financière (GAFI/FATF), Europol, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) ainsi que de nombreuses autorités nationales de lutte contre la criminalité organisée soulignent, de manière constante, la nécessité de renforcer les instruments administratifs destinés à prévenir l'infiltration de l'économie légale par les organisations criminelles ;

Considérant que les évaluations européennes de la menace (« Serious and Organised Crime Threat Assessment » – SOCTA) mettent en évidence une professionnalisation croissante des organisations criminelles, lesquelles privilégient de plus en plus les structures économiques légales afin de sécuriser leurs investissements, faciliter leurs activités et limiter les risques de détection ;

Considérant l'analyse de risques préalable menée par la Zone de Police Bruxelles-Ouest pour la commune démontrant que l'activité économique « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » appartenant au secteur économique « commerce de détail » visée par la présente ordonnance, présente au sein de la commune un risque accru de criminalité déstabilisante ;

Considérant que cette analyse de risques a fait apparaître des éléments objectifs de possibilité de liens entre les commerces « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » présents sur le territoire de la commune et des pratiques criminelles ou en lien avec des milieux criminels ;

Considérant que cette analyse a ainsi révélé que 29% des dirigeants d'établissements « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » sont connus des services de police, dont une majorité pour des faits tels que des vols, des activités de criminalité organisée, de criminalité financière ou encore de criminalité liée à des stupéfiants ;

Considérant qu'il ressort également de l'analyse que 22% des établissements « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » ne sont pas en ordre quant à leurs obligations de dépôts de comptes annuels à la Banque Nationale de Belgique, que ces manquements à la transparence comptable ne peuvent être négligés lorsqu'il est question de risque de blanchiment d'argent ou de liens avec la criminalité, tel que pointé

pour ce secteur par le Vademecum de la CTIF susmentionné ;

Considérant que l'analyse conclut que 45% des établissements « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » présentent un risque concret de liens avec la criminalité déstabilisante ;

Considérant que le Conseil communal n'entend pas soumettre indistinctement l'ensemble des établissements accessibles au public aux enquêtes d'intégrité ;

Considérant que seuls sont retenus les secteurs économiques pour lesquels l'analyse de risques met objectivement en évidence une vulnérabilité particulière ;

Considérant que cette sélection respecte le principe de proportionnalité en limitant le dispositif aux seules activités présentant un risque objectivement démontré ;

Considérant que les caractéristiques propres au secteur économique « commerce de détail » et les risques objectivement identifiés ci-avant justifient que les activités économiques qui en relèvent soient soumises à une enquête d'intégrité préalable ou à l'obligation de déclaration préalable à l'exploitation, destiné à prévenir les phénomènes d'infiltration de la criminalité organisée dans l'économie légale ;

Considérant que l'activité économique « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » appartenant au secteur économique « commerce de détail » repris dans la présente ordonnance, si elle est exploitée pour développer, sous le couvert d'une structure légale, des activités qui ne le sont pas et s'immiscer ainsi dans le contexte socio-économique, engendre des incidents susceptibles de perturber la salubrité, la tranquillité, l'ordre et la sécurité publics ; que la présente ordonnance tend par conséquent à protéger l'intérêt général ;

Considérant que l'enquête d'intégrité est lancée et réalisée sur décision du Bourgmestre, sous son autorité et sous sa responsabilité ;

Considérant que les enquêtes d'intégrité sont conduites avec professionnalisme, objectivité et proportionnalité ;

Considérant qu'elles sont conduites dans le respect des principes de non-discrimination, d'objectivité, de proportionnalité et de transparence, que par ailleurs, l'ensemble des unités d'établissement actives dans le champ d'application de la présente ordonnance seront soumises

à une enquête d'intégrité ;

Considérant que, suite à la présente décision de mener des enquêtes d'intégrité dans l'activité économique « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » appartenant au secteur économique « commerce de détail », il est nécessaire de déterminer le délai raisonnable dans lequel la commune lancera et clôturera lesdites enquêtes ;

Considérant que ce délai est fixé à 2 ans ;

Considérant que ce délai tient compte de la taille de la commune et du nombre d'établissements concernés, mais également de la taille et de la capacité opérationnelle des services de l'administration communale concernés au regard de la nouveauté de la mise en place de l'outil des enquêtes d'intégrité ;

Considérant que la mise en œuvre des enquêtes d'intégrité implique notamment :

- La désignation des enquêteurs communaux ;
- Leur formation spécifique ;
- L'élaboration de procédures administratives internes ;
- L'adaptation des outils informatiques ;
- La sensibilisation des services communaux concernés ;
- La coordination avec les partenaires institutionnels ;

Considérant qu'une mise en œuvre immédiate de l'ensemble des enquêtes relatives aux établissements déjà existants excéderait les capacités opérationnelles raisonnablement disponibles de l'administration communale et risquerait de compromettre tant la qualité des enquêtes que le respect des droits des personnes concernées ;

Considérant qu'il est dès lors justifié :

- De procéder dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance aux enquêtes relatives aux nouvelles déclarations ;
- De mettre progressivement en œuvre les enquêtes relatives aux établissements déjà existants dans un délai maximal de 2 ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance ;

Considérant que ces délais permettent d'assurer une mise en œuvre progressive, réaliste et proportionnée du nouveau dispositif tout en garantissant son efficacité ;

Considérant par ailleurs que l'article 133^{ter}, inséré dans la Nouvelle loi communale par l'article 39 de la Loi du 15 janvier 2024 précitée, habilite le Bourgmestre à « *placer un établissement sous scellés administratifs, lorsque le Bourgmestre lui-même, le collège des bourgmestres et échevins [...] ferme ou a fermé l'établissement* » concerné ;

Que le bris de tels scellés administratifs est constitutif d'une infraction à l'article 666 du Code pénal, passible d'une amende administrative communale conformément à la Loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1^{er} : Définitions

Au sens du présent règlement, et conformément à l'article 2 de la Loi du 15 janvier 2024 relative à l'approche administrative communale, à la mise en place d'une enquête d'intégrité communale et portant création d'une Direction chargée de l'Evaluation de l'Intégrité pour les Pouvoirs publics, il y a lieu d'entendre par :

1° « criminalité déstabilisante » : criminalité qui trouve son origine dans les faits punissables visés à l'article 119^{ter}, §10, alinéa 5, de la Nouvelle loi communale et qui, de ce fait, porte atteinte ou peut porter atteinte aux structures sociales ou à la confiance qu'elles inspirent et qui, de ce fait, entraîne ou peut entraîner une perturbation sociale et/ou économique ;

2° « enquête d'intégrité » : enquête visée à l'article 119^{ter} de la Nouvelle loi communale, menée par la commune en ce qui concerne l'implantation ou l'exploitation d'établissements accessibles au public où se déroulent ou se dérouleront des activités économiques, et qui vise à empêcher la criminalité déstabilisante ;

3° « activité économique » : toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché ;

4° « établissement accessible au public » : tout lieu auquel d'autres personnes que le gestionnaire et les personnes qui y travaillent ont accès, soit parce qu'elles sont censées avoir habituellement accès à ce lieu, soit parce qu'elles y sont autorisées sans y avoir été invitées de façon individuelle ;

5° « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » (sous-activité économique de l'activité « supermarché » visée à l'article 2, 23° de l'Arrêté royal du 22 avril 2024 précité) : tout établissement qui commercialise une large

gamme de produits, avec une prédominance des produits d'alimentation générale, des boissons ou du tabac.

Article 2 : Champ d'application

§1^{er}. Des enquêtes d'intégrité sont organisées pour l'activité économique « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » appartenant au secteur économique « commerce de détail ».

§2. L'implantation ou l'exploitation d'un établissement accessible au public pour l'activité économique visée au paragraphe 1^{er} est soumise à une enquête d'intégrité.

L'enquête d'intégrité porte sur toute personne impliquée ou intervenant, à quelque titre que ce soit, dans l'exploitation de l'établissement accessible au public en cours de création ou existant.

Chaque dossier sera traité dans un délai de 50 jours ouvrables (sauf prolongation de 30 jours). Ce délai court de la prise de décision d'ouverture de l'enquête jusqu'à l'envoi du courrier de proposition d'audition à la personne ayant fait l'objet de l'enquête d'intégrité.

§3. Les enquêtes d'intégrité s'appliquent de manière uniforme à l'implantation ou à l'exploitation de tout établissement accessible au public exerçant l'activité économique « commerce de détail non spécialisé dans lequel les produits alimentaires et le tabac prédominent » visée au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}, sur l'ensemble du territoire communal.

§4. En ce qui concerne les établissements existants au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les enquêtes d'intégrité sont lancées et clôturées dans un délai maximal de 2 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent texte ou de la notification de la déclaration.

L'enquête d'intégrité communale débute, en ce qui concerne les établissements implantés ou exploités sur le territoire de la Commune à partir du 1^{er} novembre 2026, dans un délai de 3 mois à compter du premier jour ouvrable qui suit la réception de la déclaration visée à l'article 3 de la présente ordonnance.

§ 5. Une réalisation simultanée de l'ensemble des enquêtes d'intégrité étant impossible, celles-ci sont priorisées selon une approche fondée sur les risques.

Sont notamment considérés comme prioritaires :

1° les demandes portant sur une nouvelle implantation ;

2° les établissements relevant des secteurs présentant le niveau de risque le plus élevé ;

3° les établissements ayant fait l'objet d'informations ou de signalements laissant apparaître un risque accru d'infiltration criminelle ;

4° les établissements ayant connu un changement récent d'exploitant, de gérant, de mandataire ou de structure de contrôle ;

5° tout autre établissement dont l'analyse des risques justifie un traitement prioritaire.

La priorisation est opérée dans le respect des principes d'égalité, d'objectivité, de transparence et de proportionnalité.

Article 3 : Déclaration préalable

§1. Nul ne peut implanter ni exploiter, sur le territoire de la commune un établissement relevant de l'activité économique déterminée ci-avant sans en avoir préalablement fait la déclaration à l'administration communale.

Cette déclaration doit également être faite en cas de modification apportée au secteur ou à l'activité économique dont relève l'établissement, ou en cas de changement survenant dans la liste des personnes chargées, en droit ou en fait, de l'exploitation.

§2. Le fait d'implanter ou d'exploiter un établissement relevant de l'activité déterminée à l'article 2, §1^{er} sans en avoir fait la déclaration au préalable à l'administration communale est puni d'une amende administrative selon la procédure définie dans la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Sans préjudice de l'amende administrative visée à l'alinéa 1^{er}, le Collège des bourgmestre et échevins peut imposer la fermeture administrative de l'établissement concerné par l'infraction, conformément à l'article 45 de la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. La décision du Collège des bourgmestre et échevins est notifiée au(x) contrevenant(s) par pli recommandé ou par porteur avec accusé de réception à l'adresse de l'établissement concerné ou, à défaut, au domicile du ou des gérants de l'établissement.

Article 4 : Conduite des enquêtes d'intégrité

§1. L'enquête d'intégrité est initiée et réalisée, sous l'autorité et la responsabilité du Bourgmestre, par les membres du personnel de l'administration communale désignés par lui.

La décision de procéder à une enquête d'intégrité est prise par le Bourgmestre ou son délégué.

§2. Ces agents instructeurs sont formellement soumis au secret professionnel, conformément à l'article 458 du Code pénal, concernant l'ensemble des données judiciaires, policières, fiscales ou économiques recueillies au cours de l'enquête.

§3. Les données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'enquête d'intégrité (notamment les flux issus du CIEAR, du RCEI ou de la DEIPP) sont conservées de manière sécurisée sous la responsabilité du Bourgmestre.

Dans le cas où une enquête d'intégrité se clôture sans qu'aucune mesure administrative (suspension, refus, fermeture, abrogation d'autorisation) ne soit prise par le Collège des Bourgmestre et Échevins à l'égard de l'établissement ou du gérant, l'ensemble des données à caractère personnel collectées spécifiquement dans le cadre de cette enquête sera définitivement supprimé ou anonymisé dans un délai de 2 ans après la clôture officielle du dossier.

Article 5 : Délai de traitement de l'ensemble des unités d'établissement relevant du secteur d'activité

§ 1. Au plus tard 1 an après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, puis tous les ans, le Collège des bourgmestre et échevins présente au Conseil communal un rapport d'évaluation portant notamment sur :

- 1° le nombre d'enquêtes d'intégrité réalisées ;
- 2° les délais moyens de traitement ;
- 3° les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la présente ordonnance ;
- 4° l'évolution des risques identifiés sur le territoire communal ;
- 5° l'opportunité d'adapter les secteurs concernés, le périmètre géographique ou les modalités de mise en œuvre des enquêtes d'intégrité.

§ 2. Le Conseil communal examine, au vu de ce rapport, s'il y a lieu de modifier la présente ordonnance afin d'assurer son adéquation avec l'évolution des phénomènes criminels, des risques identifiés et du cadre légal applicable.

§ 3. Des évaluations et révisions anticipées sont possible en cas d'évolution significative de la criminalité déstabilisante, de la législation ou des analyses de risques.

Article 6 : Protocole d'accord

Le protocole d'accord conclu entre le Ministère public et le Collège des bourgmestre et échevins, en ce qui concerne l'application de l'article 119^{ter} de la NLC, est confirmé.

Il est annexé à la présente ordonnance.

Article 7 : Entrée en vigueur et recours

§ 1. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} novembre 2026.

La présente ordonnance de police sera portée à la connaissance du public, conformément à l'article 112 de la Nouvelle loi communale, sur le site internet de la Commune, dans son intégralité, de manière permanente et gratuite, pendant toute la durée de sa validité.

Un recours contre la présente ordonnance peut être déposé par voie de requête au Conseil d'Etat, dans un délai de 60 jours à dater de sa publication.

§ 2. Pour les établissements relevant de l'activité économique faisant l'objet de la présente ordonnance, et qui sont exploités au titre de cette même activité avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, la déclaration visée à l'article 3 doit être faite à l'administration communale dans les 6 mois qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance. La preuve que l'établissement était exploité avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance incombe à la personne qui s'en prévaut et peut être rapportée par toute voie de droit.

Politieverordening betreffende de gemeentelijke handhaving van de ondermijnende criminaliteit met het oog op het uitvoeren van integriteitsonderzoeken binnen de economische activiteit "supermarkten", en meer specifiek de "niet-gespecialiseerd detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen"

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 112, 119 en 119 *ter tot en met 119sexies* die de mogelijkheid bieden een systeem van integriteitsonderzoeken in te voeren ter bestrijding van ondermijnende criminaliteit;

Gelet op de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) 2016/679 van 27 april 2016 en de Wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de Wet van 15 januari 2024 betreffende de gemeentelijke bestuurlijke handhaving, de instelling van een gemeentelijk integriteitsonderzoek en houdende oprichting van een Directie Integriteitsbeoordeling voor Openbare Besturen, en de koninklijke besluiten ter uitvoering hiervan;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het Koninklijk besluit van 22 april 2024 betreffende de economische sectoren en activiteiten op basis waarvan een politieverordening kan worden uitgevaardigd overeenkomstig artikel 119^{ter} van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Koninklijk besluit van 26 april 2024 betreffende de registratie, de toegang tot de gegevens en de raadpleging van het Centraal Register van Integriteitsonderzoeken;

Overwegende dat krachtens artikel 119^{ter} van de Nieuwe Gemeentewet, zoals hersteld bij artikel 35 van de voormelde Wet van 15 januari 2024, de Gemeenteraad de vestiging of exploitatie van voor het publiek toegankelijke inrichtingen waar economische activiteiten worden uitgeoefend, kan onderwerpen aan een integriteitsonderzoek;

Overwegende dat hiertoe een gemotiveerde gemeentelijke politieverordening en een voorafgaande risicoanalyse vereist zijn;

Gelet op de voorafgaande risicoanalyse van 10 augustus 2026, die door de Politiezone Brussel-West voor de gemeente werd uitgevoerd, waaruit blijkt dat de economische activiteit “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” behorende tot de economische sector “detailhandel”, waarop deze verordening betrekking heeft en die op het grondgebied van de gemeente wordt uitgeoefend, een verhoogd risico op ondermijnende criminaliteit met zich meebrengt;

Overwegende dat de gemeente bevoegd is om maatregelen te nemen met het oog op de bestrijding van ondermijnende criminaliteit;

Overwegende dat criminele organisaties niet langer uitsluitend streven naar winst uit illegale activiteiten, maar eveneens een strategie van duurzame infiltratie van de legale economie nastreven teneinde hun kapitaal wit te wassen, de criminele oorsprong van hun vermogensbestanddelen te verhullen, een schijn van legitimiteit te verwerven en een economische en maatschappelijke invloed te ontwikkelen die de goede werking van de overheidsdiensten kan ondermijnen;

Overwegende dat deze infiltratie veelal gebeurt via ondernemingen die een reële of schijnbare economische activiteit uitoefenen en die zowel kunnen worden aangewend voor het witwassen van geld als voor het plegen, het faciliteren of het verhullen van andere vormen van georganiseerde criminaliteit;

Overwegende dat de gemeente wettelijk bevoegd is om integriteitsonderzoeken te voeren met betrekking tot de vestiging of uitbating van alle publiek toegankelijke inrichtingen die behoren tot de economische activiteit “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en

genotmiddelen overheersen” in de economische sector “detailhandel” gelegen of het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat het noodzakelijk is een belangenafweging te maken tussen het vertrouwen dat klanten van voor het publiek toegankelijke inrichtingen die de economische activiteit “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” uitoefenen en die krachtens deze verordening aan een integriteitsonderzoek worden onderworpen, mogen verwachten, en de vrijheid van handel en industrie;

Overwegende dat de gemeente belast is om de risico's te beheersen die verbonden zijn aan de vestiging en uitbating van handelszaken met een economische activiteit “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” en die krachtens deze verordening aan een integriteitsonderzoek worden onderworpen;

Overwegende dat zij, teneinde deze rol te vervullen, bevoegd is om bijzondere voorschriften vast te stellen die van toepassing zijn op handelszaken die tot voornoemde risicosector behoren, ter uitvoering van en in inachtneming van de geldende regelgeving;

Overwegende dat er een evaluatie werd gemaakt van het risico dat handelszaken die vallen onder de categorie “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” worden gebruikt voor het uitoefenen van de illegale activiteiten die uitvoerig worden opgesomd in artikel 119ter, §10 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de economische activiteit “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” kenmerken vertoont die de mogelijkheden tot sociale of fiscale fraude of infiltratie en investeringen door criminele groepen vergemakkelijken om onder andere het witwassen van geld te ondersteunen, met name vanwege de gemakkelijk reliceerbare economische model, het ontbreken van behoefte aan hoog opgeleid personeel, de potentieel aanzienlijke circulatie van contant geld, of zelfs de mogelijkheid om territoriale overheersing uit te oefenen;

Overwegende dat het Vademecum van de Cel voor Financiële Informatieverwerking (CFI) betreffende de kwetsbaarheid van sectoren voor het witwassen van geld onder andere de detailhandel sector aanmerkt als potentiële doelstelling voor investeringen door criminele groepen, met name met het oog op het witwassen van geld door het verbergen of overdragen van illegaal kapitaal bij commerciële transacties van detailhandelaars;

Overwegende dat de Europese Unie, de Financiële Actiegroep (FAG/FATF), Europol, het Bureau van de Verenigde Naties voor Drugs en Misdad (UNODC), evenals talrijke nationale autoriteiten die belast zijn met de bestrijding van georganiseerde criminaliteit, er voortdurend op wijzen dat het noodzakelijk is de bestuurlijke instrumenten ter voorkoming van de infiltratie

van de legale economie door criminele organisaties te versterken;

Overwegende dat de Europese dreigingsanalyses (“Serious and Organised Crime Threat Assessment” – SOCTA) wijzen op een toenemende professionalisering van criminele organisaties, die steeds vaker legale economische structuren verkiezen om hun investeringen veilig te stellen, hun activiteiten te vergemakkelijken en het risico op ontdekking te beperken;

Overwegende de voorafgaande risicoanalyse die door de Politiezone Brussel-West voor de gemeente werd uitgevoerd waaruit blijkt dat de economische activiteit "niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen" behorende tot de economische sector “detailhandel”, bedoeld in deze verordening, binnen de gemeente, een verhoogd risico op ondermijnende criminaliteit met zich meebrengt;

Overwegende dat deze risicoanalyse objectieve aanwijzingen heeft geleverd van de mogelijke banden tussen bedrijven van “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” gelegen op het grondgebied van de gemeente en criminele praktijken of in verband met criminele kringen;

Overwegende dat uit deze analyse is gebleken dat 29% van de beheerders van inrichtingen “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” bekend zijn bij de politiediensten, waarvan de meerderheid bekend is om feiten als diefstal, activiteiten van georganiseerde criminaliteit, financiële criminaliteit of zelfs drugsgerelateerde criminaliteit;

Overwegende dat uit de analyse is ook gebleken dat 22% van de geanalyseerde inrichtingen “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” niet in orde zijn met hun verplichtingen inzake het neerleggen van de jaarrekeningen bij de Nationale Bank van België, en dat deze tekortkomingen op het vlak van boekhoudkundige transparantie niet buiten beschouwing kunnen worden gelaten wanneer er sprake is van een risico op witwassen van geld of van banden met de criminaliteit, zoals aangegeven door het voornoemde Vademecum van de CFI;

Overwegende dat de analyse concludeert dat 45% van de inrichtingen van “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” een concreet risico vormen op banden met ondermijnende criminaliteit;

Overwegende dat de Gemeenteraad niet beoogt alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen zonder onderscheid aan integriteitsonderzoeken te onderwerpen;

Overwegende dat uitsluitend de economische sectoren in aanmerking worden genomen waarvoor uit de risicoanalyse objectief een bijzondere kwetsbaarheid blijkt;

Overwegende dat deze selectie het proportionaliteitsbeginsel eerbiedigt door de regeling te beperken tot de activiteiten waarvoor een objectief aangetoond risico bestaat;

Overwegende dat de specifieke kenmerken van de economische sector “detailhandel” en de hierboven objectief vastgestelde risico’s rechtvaardigen dat de economische activiteiten die onder deze sector ressorteren worden onderworpen aan een integriteitsonderzoek of aan de verplichting tot voorafgaande aangifte, dat ertoe strekt de infiltratie van georganiseerde criminaliteit in de legale economie te voorkomen;

Overwegende dat de economische activiteit “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” behorende tot de in deze verordening opgenomen economische sector “detailhandel”, indien deze wordt uitgebaat om onder dekking van een legale structuur illegale activiteiten te ontplooien en zich aldus in de sociaaleconomische context te mengen, aanleiding kan geven tot incidenten die de openbare gezondheid, rust, orde en de veiligheid verstoren; dat deze verordening derhalve strekt tot bescherming van het algemeen belang;

Overwegende dat het integriteitsonderzoek wordt opgestart en uitgevoerd bij beslissing van de Burgemeester en onder diens gezag en verantwoordelijkheid;

Overwegende dat de integriteitsonderzoeken professioneel, objectief en evenredig worden uitgevoerd;

Overwegende dat deze integriteitsonderzoeken worden uitgevoerd met inachtneming van de beginselen van non-discriminatie, objectiviteit, evenredigheid en transparantie, en dat bovendien alle vestigingseenheden die binnen het toepassingsgebied van deze verordening actief zijn, aan een integriteitsonderzoek zullen worden onderworpen;

Overwegende dat, ingevolge deze beslissing om integriteitsonderzoeken uit te voeren binnen de economische activiteit “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” behorende tot de economische sector “detailhandel”, het noodzakelijk is de redelijke termijn vast te stellen waarbinnen de gemeente deze onderzoeken zal opstarten en afronden;

Overwegende dat deze termijn wordt vastgelegd op 2 jaar;

Overwegende dat deze termijn rekening houdt met de omvang van de gemeente en het aantal betrokken inrichtingen, maar eveneens met de omvang en de operationele capaciteit van de

betrokken diensten van het Gemeentebestuur, gelet op het nieuwe karakter van het instrument van de integriteitsonderzoeken;

Overwegende dat de uitvoering van de integriteitsonderzoeken onder meer het volgende omvat:

- De aanwijzing van gemeentelijke onderzoekers;
- Hun specifieke opleiding;
- De uitwerking van interne administratieve procedures;
- De aanpassing van de informaticatools;
- De sensibilisering van de betrokken gemeentelijke diensten;
- De coördinatie met de institutionele partners;

Overwegende dat een onmiddellijke uitvoering van alle onderzoeken met betrekking tot de reeds bestaande inrichtingen de redelijkerwijs beschikbare operationele capaciteit van het Gemeentebestuur zou overschrijden en zowel de kwaliteit van de onderzoeken als de eerbiediging van de rechten van de betrokken personen in het gedrang zou kunnen brengen;

Overwegende dat het derhalve gerechtvaardigd is om:

- Vanaf de inwerkingtreding van deze verordening de onderzoeken met betrekking tot nieuwe aangiften uit te voeren;
- De onderzoeken met betrekking tot de reeds bestaande inrichtingen geleidelijk uit te voeren binnen een termijn van maximaal 2 jaar vanaf de inwerkingtreding van deze verordening;

Overwegende dat deze termijnen het mogelijk maken om de nieuwe regeling geleidelijk, realistisch en evenredig uit te voeren en tegelijkertijd de doeltreffendheid ervan te waarborgen;

Overwegende bovendien dat artikel 133*ter*, ingevoegd in de Nieuwe Gemeentewet bij artikel 39 van voornoemde Wet van 15 januari 2024, de Burgemeester machtigt om “*een inrichting onder administratieve verzegeling te plaatsen wanneer de Burgemeester zelf, het College van Burgemeester en Schepenen [...] de betrokken inrichting sluit of heeft gesloten*”;

Overwegende dat het verbreken van dergelijke administratieve verzegelingen een inbreuk vormt op artikel 666 van het Strafwetboek en overeenkomstig de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties kan worden bestraft met een gemeentelijke administratieve geldboete;

BESLUIT:

Artikel 1: Definities

In de zin van dit reglement en overeenkomstig artikel 2 van de Wet van 15 januari 2024 betreffende de gemeentelijke bestuurlijke handhaving, de instelling van een gemeentelijk integriteitsonderzoek en houdende oprichting van een Directie Integriteitsbeoordeling voor Besturen, wordt verstaan onder:

1° “ondermijnende criminaliteit”: criminaliteit die haar oorsprong vindt in de strafbare feiten bedoeld in artikel 119ter, § 10, vijfde lid, van de Nieuwe Gemeentewet en die daardoor maatschappelijke structuren of het vertrouwen daarin schaadt of kan schaden en die daardoor leidt of kan leiden tot een maatschappelijke en/of economische ontwrichting;

2° “integriteitsonderzoek”: het onderzoek bedoeld in artikel 119ter van de Nieuwe Gemeentewet dat door de gemeente wordt gevoerd met betrekking tot de vestiging of uitbating van publiek toegankelijke inrichtingen waar economische activiteiten plaatsvinden of zullen plaatsvinden, en dat ertoe strekt ondermijnende criminaliteit tegen te gaan;

3° “economische activiteit”: iedere activiteit die erin bestaat goederen of diensten op een markt aan te bieden;

4° “voor het publiek toegankelijke inrichting”: elke plaats waartoe andere personen dan de beheerder en de personen die er werkzaam zijn, toegang hebben, ofwel omdat ze geacht worden gewoonlijk toegang te hebben tot die plaats, ofwel omdat ze er toegelaten zijn zonder individueel te zijn uitgenodigd;

5° “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” (onder-activiteit van de economische activiteit “supermarkten” bedoeld in artikel “2, 23° van het voormelde Koninklijk Besluit van 22 april 2024): iedere inrichting die verkoopt een grote verscheidenheid aan goederen waarbij voedings- en genotmiddelen echter overheersen;

Artikel 2: Toepassingsgebied

§ 1. Er worden integriteitsonderzoeken georganiseerd voor de economische onder-activiteit “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” van de economische activiteit “supermarkten” behorende tot de economische sector “detailhandel”.

§2. De vestiging of uitbating van een voor het publiek toegankelijke inrichting voor de in §1 bedoelde economische activiteit is onderworpen aan een integriteitsonderzoek.

Het integriteitsonderzoek heeft betrekking op elke persoon die, in welke hoedanigheid ook,

betrokken is bij of tussenkomt in de uitbating van de in oprichting zijnde of bestaande voor het publiek toegankelijke inrichting.

Elk dossier wordt behandeld binnen een termijn van vijftig werkdagen, behoudens een verlenging met dertig werkdagen. Deze termijn vangt aan op de datum van de beslissing tot opening van het integriteitsonderzoek en loopt tot de verzending van de brief met het voorstel tot hoorzitting aan de persoon die het voorwerp heeft uitgemaakt van het integriteitsonderzoek.

§3. De integriteitsonderzoeken zijn op uniforme wijze van toepassing op de vestiging of uitbating van iedere voor het publiek toegankelijke inrichting die de in artikel 1 bedoelde economische activiteit “niet-gespecialiseerde detailhandel waarbij voedings- en genotmiddelen overheersen” uitoefent, op het volledige grondgebied van de gemeente.

§4. Wat betreft de inrichtingen die reeds bestaan op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze verordening, worden de integriteitsonderzoeken opgestart en afgerond binnen een termijn van maximaal 2 jaar vanaf de inwerkingtreding van deze tekst of vanaf de kennisgeving van de aangifte.

Het gemeentelijk integriteitsonderzoek wordt, wat betreft de inrichtingen die vanaf 1 november 2026 op het grondgebied van de Gemeente worden gevestigd of uitgebaat, aangevat binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf de eerste werkdag die volgt op de ontvangst van de in artikel 3 van deze verordening bedoelde aangifte.

§ 5. Aangezien een gelijktijdige uitvoering van alle integriteitsonderzoeken onmogelijk is, worden deze geprioriteerd volgens een risico gebaseerde handhaving.

Worden onder meer als prioritair beschouwd:

1° de aanvragen met betrekking tot een nieuwe vestiging;

2° de inrichtingen die behoren tot de sectoren met het hoogste risiconiveau;

3° de inrichtingen waarvoor informatie of meldingen beschikbaar zijn waaruit een verhoogd risico op criminele infiltratie blijkt;

4° de inrichtingen waar recent een wijziging heeft plaatsgevonden van de uitbater, beheerder, lasthebber of controlestructuur;

5° iedere andere inrichting waarvoor de risicoanalyse een prioritaire behandeling rechtvaardigt.

De prioritering gebeurt met eerbiediging van de beginselen van gelijkheid, objectiviteit, transparantie en evenredigheid.

Artikel 3: Voorafgaande aangifte

§1. Niemand mag op het grondgebied van de Gemeente een inrichting die valt onder de hierboven bepaalde economische activiteit vestigen of uitbaten zonder hiervan vooraf aangifte te hebben gedaan bij het Gemeentebestuur.

Deze aangifte moet eveneens worden gedaan bij elke wijziging van de sector of de economische activiteit waaronder de inrichting valt, of bij elke wijziging in de lijst van de personen die rechtens of feitelijk met de uitbating zijn belast.

§2. Het vestigen of uitbaten van een inrichting die valt onder de in artikel 2, §1, bepaalde economische activiteit zonder hiervan vooraf aangifte te hebben gedaan bij het Gemeentebestuur, wordt bestraft met een administratieve geldboete overeenkomstig de procedure bepaald in de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

Onverminderd de in het eerste lid bedoelde administratieve geldboete kan het College van Burgemeester en Schepenen de administratieve sluiting van de bij de inbreuk betrokken inrichting opleggen, overeenkomstig artikel 45 van de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen wordt aan de overtreder(s) ter kennis gebracht per aangetekende zending of door overhandiging tegen ontvangstbewijs op het adres van de betrokken inrichting of, bij gebrek daarvan, op het domicilie van de beheerder(s) van de inrichting.

Artikel 4: Uitvoering van de integriteitsonderzoeken

§1. Het integriteitsonderzoek wordt onder het gezag en de verantwoordelijkheid van de Burgemeester opgestart en uitgevoerd door de personeelsleden van het Gemeentebestuur die door hem daartoe zijn aangewezen.

De beslissing om een integriteitsonderzoek uit te voeren wordt genomen door de Burgemeester of diens gemachtigde.

§2. Deze met het onderzoek belaste personeelsleden zijn formeel gebonden aan het beroepsgeheim, overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek, met betrekking tot alle gerechtelijke, politieke, fiscale of economische gegevens die tijdens het onderzoek worden verzameld.

§3. De persoonsgegevens die in het kader van het integriteitsonderzoek worden verwerkt (met name de gegevensstromen afkomstig van het ARIEC, het CRIO of de DIOB), worden op beveiligde wijze bewaard onder de verantwoordelijkheid van de Burgemeester.

Indien een integriteitsonderzoek wordt afgesloten zonder dat het College van Burgemeester en Schepenen ten aanzien van de inrichting of de beheerder enige administratieve maatregel (schorsing, weigering, sluiting, intrekking van vergunning) neemt, worden alle

persoonsgegevens die specifiek voor dit onderzoek werden verzameld, definitief verwijderd of geanonimiseerd binnen een termijn van 2 jaar na de officiële afsluiting van het dossier.

Artikel 5: Termijn voor de behandeling van alle vestigingseenheden die onder de betrokken activiteitensector vallen

§1. Uiterlijk 1 jaar na de inwerkingtreding van deze verordening en vervolgens jaarlijks legt het College van Burgemeester en Schepenen aan de Gemeenteraad een evaluatieverslag voor dat met name betrekking heeft op:

1° het aantal uitgevoerde integriteitsonderzoeken;

2° de gemiddelde behandelingstermijnen;

3° de moeilijkheden die zich hebben voorgedaan bij de uitvoering van deze verordening;

4° de evolutie van de op het grondgebied van de gemeente vastgestelde risico's;

5° de wenselijkheid om de betrokken sectoren, het geografisch toepassingsgebied of de wijze waarop de integriteitsonderzoeken worden uitgevoerd, aan te passen.

§2. Op basis van dit verslag onderzoekt de Gemeenteraad of het noodzakelijk is deze verordening te wijzigen teneinde ervoor te zorgen dat deze blijft aansluiten bij de evolutie van criminele fenomenen, de vastgestelde risico's en het toepasselijke wettelijke kader.

§3. Vervroegde evaluaties en herzieningen zijn mogelijk bij een aanzienlijke evolutie van de ondermijnende criminaliteit, de wetgeving of de risicoanalyses.

Artikel 6: protocolakkoord

Het protocolakkoord dat tussen het Openbaar Ministerie en het College van Burgemeester en Schepenen is gesloten met betrekking tot de toepassing van artikel 119^{ter} van de Nieuwe Gemeentewet, wordt bekrachtigd.

Het wordt als bijlage bij deze verordening gevoegd.

Artikel 7: inwerkingtreding

§1. Deze verordening treedt in werking op 1 november 2026.

Deze politieverordening wordt overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet ter

kennis van het publiek gebracht via de website van de gemeente, in haar geheel, op permanente en kosteloze wijze, gedurende de volledige geldigheidsduur ervan.

Tegen deze verordening kan bij verzoekschrift beroep worden ingesteld bij de Raad van State binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de bekendmaking ervan.

§2. Voor de inrichtingen die vallen onder de economische activiteit waarop deze verordening betrekking heeft en die vóór de inwerkingtreding van deze verordening reeds voor diezelfde activiteit worden uitgebaat, moet de in artikel 3 bedoelde aangifte bij het Gemeentebestuur worden gedaan binnen 6 maanden na de datum van inwerkingtreding van deze verordening.

De bewijslast dat de inrichting vóór de inwerkingtreding van deze verordening werd uitgebaat, rust op de persoon die zich daarop beroept. Dit bewijs kan met alle rechtsmiddelen worden geleverd.

2 annexes / 2 bijlagen

Protocolakkoord_vertaling NL.pdf, Protocole enquêtes d'intégrité GANSHOREN.pdf

4 **Ordonnance de police relative à l'approche administrative communale en matière de criminalité déstabilisante en vue de mener des enquêtes d'intégrité dans l'activité économique "débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises"**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 112, 119 et 119 *ter à sexies* permettant d'établir un système d'enquêtes d'intégrité face à la criminalité déstabilisante ;

Vu le Règlement général sur la protection des données (RGPD) 2016/679 du 27 avril 2016 et la Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la Loi du 15 janvier 2024 relative à l'approche administrative communale, à la mise en place d'une enquête d'intégrité communale et portant création d'une Direction chargée de l'Evaluation de l'Intégrité pour les Pouvoirs publics et ses arrêtés royaux d'exécution ;

Vu la Loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales ;

Vu l'Arrêté royal du 22 avril 2024 relatif aux secteurs et activités économiques sur la base duquel une ordonnance de police peut être adoptée conformément à l'article 119*ter* de la

Nouvelle Loi communale ;

Vu l'Arrêté royal du 26 avril 2024 relatif à l'enregistrement, l'accès aux données et la consultation du Registre Central des Enquêtes d'intégrité ;

Attendu qu'en vertu de l'article 119^{ter} de la Nouvelle loi communale, tel que rétabli par l'article 35 de la loi du 15 janvier 2024 susvisée, le Conseil Communal peut soumettre l'implantation ou l'exploitation d'établissements accessibles au public où se déroulent des activités économiques à une enquête d'intégrité ;

Considérant qu'une ordonnance de police communale motivée et une analyse de risques préalable sont nécessaires à cet effet ;

Vu l'analyse de risques préalable, menée le 10 août 2026 par Zone de Police Bruxelles-Ouest pour la commune, démontrant que l'activité économique « débits de boissons où sont proposées ou non des repas légers ou des friandises », visée par la présente ordonnance, exercée au sein de la commune présente un risque accru de criminalité déstabilisante ;

Considérant que la commune est légalement habilitée à prendre des mesures visant à lutter contre la criminalité déstabilisante ;

Considérant que les organisations criminelles ne recherchent plus uniquement le profit d'activités illicites mais poursuivent également une stratégie d'infiltration durable de l'économie légale afin de recycler leurs capitaux, de dissimuler l'origine criminelle de leurs avoirs, d'acquérir une apparence de légitimité et de développer une influence économique et sociale susceptible de compromettre le bon fonctionnement des pouvoirs publics ;

Considérant que cette infiltration s'opère fréquemment au moyen d'entreprises exerçant une activité économique réelle ou apparente, lesquelles peuvent être utilisées tant pour le blanchiment de capitaux que pour la commission, la facilitation ou la dissimulation d'autres formes de criminalité organisée ;

Considérant que la commune est légalement autorisée à mener des enquêtes d'intégrité, concernant l'implantation ou l'exploitation de tous les établissements accessibles au public qui appartiennent à l'activité économique « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises » relevant du secteur économique « Horeca », situés sur le territoire de la commune ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à une mise en balance des intérêts entre, d'une part, la confiance que les clients sont en droit d'attendre des établissements accessibles au public exerçant l'activité économique « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises », et soumis à une enquête d'intégrité en vertu de la présente ordonnance, et, d'autre part, la liberté de commerce et d'industrie ;

Considérant que la commune est investie du rôle de contrôler les risques que présentent l'implantation et l'exploitation d'établissements commerciaux exerçant l'activité économique « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises » soumis à une enquête d'intégrité par la présente ordonnance ;

Considérant qu'afin d'assurer ce rôle, elle est compétente pour édicter des prescriptions particulières applicables aux commerces relevant dudit secteur à risque, en exécution et dans le respect des normes en vigueur ;

Considérant que le risque que les commerces relevant de l'activité économique « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises » soient utilisés pour exercer des activités illégales énumérées exhaustivement à l'article 119^{ter}, §10 de la Nouvelle loi communale a fait l'objet d'une évaluation ;

Considérant que le secteur économique « Horeca », et tout particulièrement les débits de boisson, présente des caractéristiques facilitant les possibilités de fraude sociale ou fiscale, notamment par la génération et la circulation importante d'argent liquide ;

Considérant que le Vademecum de la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF) portant sur la vulnérabilité des secteurs au blanchiment de capitaux identifie précisément le secteur de l'Horeca comme sensible en matière de blanchiment d'argent ;

Considérant que l'Union européenne, le Groupe d'action financière (GAFI/FATF), Europol, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) ainsi que de nombreuses autorités nationales de lutte contre la criminalité organisée soulignent, de manière constante, la nécessité de renforcer les instruments administratifs destinés à prévenir l'infiltration de l'économie légale par les organisations criminelles ;

Considérant que les évaluations européennes de la menace (« Serious and Organised Crime Threat Assessment » – SOCTA) mettent en évidence une professionnalisation croissante des organisations criminelles, lesquelles privilégient de plus en plus les structures économiques légales afin de sécuriser leurs investissements, faciliter leurs activités et limiter les risques de détection ;

Considérant l'analyse de risques préalable menée par Zone de Police Bruxelles-Ouest pour la commune démontrant que l'activité économique « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises » visée par la présente ordonnance, présente au sein de la commune un risque accru de criminalité déstabilisante ;

Considérant que cette analyse de risques a fait apparaître des éléments objectifs de possibilité de liens entre les commerces relevant de l'Horeca présents sur le territoire de la commune et des pratiques criminelles ou en lien avec des milieux criminels ;

Considérant que cette analyse a révélé que deux tiers des dirigeants d'établissements « débits de boisson » du territoire sont connus des services de police, pour des faits tels que des vols, des activités de criminalité organisée, de criminalité financière ou encore de criminalité liée à des stupéfiants ;

Considérant qu'il ressort aussi de cette analyse que 37% des établissements « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises » analysés sont titulaires d'une licence d'exploitation de jeux de hasard délivrées par la Commission de jeux de hasard, que le Vademecum de la CTIF susmentionné souligne que les sociétés disposant d'une licence pour les jeux de hasard courent un risque significatif de blanchiment d'argent ;

Considérant qu'il ressort également de l'analyse que 43% des établissements « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises » ne sont pas en ordre quant à leurs obligations de dépôts de comptes annuels à la Banque Nationale de Belgique, que ces manquements à la transparence comptable ne peuvent être négligés lorsqu'il est question de risque de blanchiment d'argent ou de liens avec la criminalité ;

Considérant que le Conseil communal n'entend pas soumettre indistinctement l'ensemble des établissements accessibles au public aux enquêtes d'intégrité ;

Considérant que seuls sont retenus les secteurs économiques pour lesquels l'analyse de risques met objectivement en évidence une vulnérabilité particulière ;

Considérant que cette sélection respecte le principe de proportionnalité en limitant le dispositif aux seules activités présentant un risque objectivement démontré ;

Considérant que les caractéristiques propres au secteur économique « Horeca » et les risques objectivement identifiés ci-avant justifient que les activités économiques qui en relèvent soient soumises à une enquête d'intégrité ou à l'obligation de déclaration préalable à l'exploitation, destiné à prévenir les phénomènes d'infiltration de la criminalité organisée dans l'économie légale ;

Considérant que l'activité économique « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises » repris dans la présente ordonnance, si elle est exploitée pour développer, sous le couvert d'une structure légale, des activités qui ne le sont pas et s'immiscer ainsi dans le contexte socio-économique, engendre des incidents susceptibles de perturber la salubrité, la tranquillité, l'ordre et la sécurité publics ; que la présente ordonnance tend par conséquent à protéger l'intérêt général ;

Considérant que l'enquête d'intégrité est lancée et réalisée sur décision du Bourgmestre, sous son autorité et sous sa responsabilité ;

Considérant que les enquêtes d'intégrité sont conduites avec professionnalisme, objectivité et proportionnalité ;

Considérant qu'elles sont conduites dans le respect des principes de non-discrimination, d'objectivité, de proportionnalité et de transparence, que par ailleurs, l'ensemble des unités d'établissement actives dans le champ d'application de la présente ordonnance seront soumises à une enquête d'intégrité ;

Considérant que, suite à la présente décision de mener des enquêtes d'intégrité dans l'activité économique « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises », il est nécessaire de déterminer le délai raisonnable dans lequel la commune lancera et clôturera lesdites enquêtes ;

Considérant que ce délai est fixé à 2 ans ;

Considérant que ce délai tient compte de la taille de la commune et du nombre d'établissements concernés, mais également de la taille et de la capacité opérationnelle des services de l'administration communale concernés au regard de la nouveauté de la mise en place de l'outil des enquêtes d'intégrité ;

Considérant que la mise en œuvre des enquêtes d'intégrité implique notamment :

- La désignation des enquêteurs communaux ;
- Leur formation spécifique ;
- L'élaboration de procédures administratives internes ;
- L'adaptation des outils informatiques ;
- La sensibilisation des services communaux concernés ;

- La coordination avec les partenaires institutionnels ;

Considérant qu'une mise en œuvre immédiate de l'ensemble des enquêtes relatives aux établissements déjà existants excéderait les capacités opérationnelles raisonnablement disponibles de l'administration communale et risquerait de compromettre tant la qualité des enquêtes que le respect des droits des personnes concernées ;

Considérant qu'il est dès lors justifié :

- De procéder dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance aux enquêtes relatives aux nouvelles déclarations ;
- De mettre progressivement en œuvre les enquêtes relatives aux établissements déjà existants dans un délai maximal de 2 ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance ;

Considérant que ces délais permettent d'assurer une mise en œuvre progressive, réaliste et proportionnée du nouveau dispositif tout en garantissant son efficacité ;

Considérant par ailleurs que l'article 133^{ter}, inséré dans la Nouvelle loi communale par l'article 39 de la Loi du 15 janvier 2024 précitée, habilite le Bourgmestre à « *placer un établissement sous scellés administratifs, lorsque le Bourgmestre lui-même, le collège des bourgmestres et échevins [...] ferme ou a fermé l'établissement* » concerné ;

Que le bris de tels scellés administratifs est constitutif d'une infraction à l'article 666 du Code pénal, passible d'une amende administrative communale conformément à la Loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1^{er} : Définitions

Au sens du présent règlement, et conformément à l'article 2 de la Loi du 15 janvier 2024 relative à l'approche administrative communale, à la mise en place d'une enquête d'intégrité communale et portant création d'une Direction chargée de l'Evaluation de l'Intégrité pour les Pouvoirs publics, il y a lieu d'entendre par :

1° « criminalité déstabilisante » : criminalité qui trouve son origine dans les faits punissables visés à l'article 119^{ter}, §10, alinéa 5, de la Nouvelle loi communale et qui, de ce fait, porte atteinte ou peut porter atteinte aux structures sociales ou à la confiance qu'elles inspirent et qui, de ce fait, entraîne ou peut entraîner une perturbation sociale et/ou économique ;

2° « enquête d'intégrité » : enquête visée à l'article 119^{ter} de la Nouvelle loi communale, menée par la commune en ce qui concerne l'implantation ou l'exploitation d'établissements accessibles au public où se déroulent ou se dérouleront des activités économiques, et qui vise à empêcher la criminalité déstabilisante ;

3° « activité économique » : toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché ;

4° « établissement accessible au public » : tout lieu auquel d'autres personnes que le gestionnaire et les personnes qui y travaillent ont accès, soit parce qu'elles sont censées avoir habituellement accès à ce lieu, soit parce qu'elles y sont autorisées sans y avoir été invitées de façon individuelle ;

5° « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises » (visés à l'article 2, 3° de l'Arrêté royal du 22 avril 2024 précité) : tout établissement qui est aménagé comme débit de boissons où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises.

Peuvent être considérés comme débits de boisson :

- Les cafés ;
- Les bars ;
- Les bars à chicha et bars lounge.

Article 2 : Champ d'application

§1^{er}. Des enquêtes d'intégrité sont organisées pour l'activité économique « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises ».

§2. L'implantation ou l'exploitation d'un établissement accessible au public pour l'activité économique visée au paragraphe 1^{er} est soumise à une enquête d'intégrité.

L'enquête d'intégrité porte sur toute personne impliquée ou intervenant, à quelque titre que ce soit, dans l'exploitation de l'établissement accessible au public en cours de création ou existant.

Chaque dossier sera traité dans un délai de 50 jours ouvrables (sauf prolongation de 30 jours). Ce délai court de la prise de décision d'ouverture de l'enquête jusqu'à l'envoi du courrier de proposition d'audition à la personne ayant fait l'objet de l'enquête d'intégrité.

§3. Les enquêtes d'intégrité s'appliquent de manière uniforme à l'implantation ou à l'exploitation de tout établissement accessible au public exerçant l'activité économique « débits de boisson où sont proposés ou non des repas légers ou des friandises » visée à l'article 1^{er}, sur l'ensemble du

territoire communal.

§4. En ce qui concerne les établissements existants au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les enquêtes d'intégrité sont lancées et clôturées dans un délai maximal de 2 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent texte.

L'enquête d'intégrité communale débute, en ce qui concerne les établissements implantés ou exploités sur le territoire de la Commune à partir du 1^{er} novembre 2026, dans un délai de 3 mois à compter du premier jour ouvrable qui suit la réception de la déclaration visée à l'article 3 de la présente ordonnance.

§ 5. Une réalisation simultanée de l'ensemble des enquêtes d'intégrité étant impossible, celles-ci sont priorisées selon une approche fondée sur les risques.

Sont notamment considérés comme prioritaires :

- 1° les demandes portant sur une nouvelle implantation ;
- 2° les établissements relevant des secteurs présentant le niveau de risque le plus élevé ;
- 3° les établissements ayant fait l'objet d'informations ou de signalements laissant apparaître un risque accru d'infiltration criminelle ;
- 4° les établissements ayant connu un changement récent d'exploitant, de gérant, de mandataire ou de structure de contrôle ;
- 5° tout autre établissement dont l'analyse des risques justifie un traitement prioritaire.

La priorisation est opérée dans le respect des principes d'égalité, d'objectivité, de transparence et de proportionnalité.

Article 3 : Déclaration préalable

§1. Nul ne peut implanter ni exploiter, sur le territoire de la commune un établissement relevant de l'activité économique déterminée ci-avant sans en avoir préalablement fait la déclaration à l'administration communale.

Cette déclaration doit également être faite en cas de modification apportée au secteur ou à l'activité économique dont relève l'établissement, ou en cas de changement survenant dans la liste des personnes chargées, en droit ou en fait, de l'exploitation.

§2. Le fait d'implanter ou d'exploiter un établissement relevant de l'activité déterminée à l'article 2, §1^{er} sans en avoir fait la déclaration au préalable à l'administration communale est puni d'une amende administrative selon la procédure définie dans la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Sans préjudice de l'amende administrative visée à l'alinéa 1^{er}, le Collège des bourgmestre et échevins peut imposer la fermeture administrative de l'établissement concerné par l'infraction, conformément à l'article 45 de la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. La décision du Collège des bourgmestre et échevins est notifiée au(x) contrevenant(s) par pli recommandé ou par porteur avec accusé de réception à l'adresse de l'établissement concerné ou, à défaut, au domicile du ou des gérants de l'établissement.

Article 4 : Conduite des enquêtes d'intégrité

§1. L'enquête d'intégrité est initiée et réalisée, sous l'autorité et la responsabilité du Bourgmestre, par les membres du personnel de l'administration communale désignés par lui.

La décision de procéder à une enquête d'intégrité est prise par le Bourgmestre ou son délégué.

§2. Ces agents instructeurs sont formellement soumis au secret professionnel, conformément à l'article 458 du Code pénal, concernant l'ensemble des données judiciaires, policières, fiscales ou économiques recueillies au cours de l'enquête.

§3. Les données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'enquête d'intégrité (notamment les flux issus du CIEAR, du RCEI ou de la DEIPP) sont conservées de manière sécurisée sous la responsabilité du Bourgmestre.

Dans le cas où une enquête d'intégrité se clôture sans qu'aucune mesure administrative (suspension, refus, fermeture, abrogation d'autorisation) ne soit prise par le Collège des Bourgmestre et Échevins à l'égard de l'établissement ou du gérant, l'ensemble des données à caractère personnel collectées spécifiquement dans le cadre de cette enquête sera définitivement supprimé ou anonymisé dans un délai de 2 ans après la clôture officielle du dossier.

Article 5 : Délai de traitement de l'ensemble des unités d'établissement relevant du secteur d'activité

§ 1. Au plus tard 1 an après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, puis tous les ans, le Collège des bourgmestre et échevins présente au Conseil communal un rapport d'évaluation portant notamment sur :

- 1° le nombre d'enquêtes d'intégrité réalisées ;
- 2° les délais moyens de traitement ;
- 3° les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la présente ordonnance ;
- 4° l'évolution des risques identifiés sur le territoire communal ;

5° l'opportunité d'adapter les secteurs concernés, le périmètre géographique ou les modalités de mise en œuvre des enquêtes d'intégrité.

§ 2. Le Conseil communal examine, au vu de ce rapport, s'il y a lieu de modifier la présente ordonnance afin d'assurer son adéquation avec l'évolution des phénomènes criminels, des risques identifiés et du cadre légal applicable.

§ 3. Des évaluations et révisions anticipées sont possible en cas d'évolution significative de la criminalité déstabilisante, de la législation ou des analyses de risques.

Article 6 : Protocole d'accord

Le protocole d'accord conclu entre le Ministère public et le Collège des bourgmestre et échevins, en ce qui concerne l'application de l'article 119^{ter} de la NLC, est confirmé.

Il est annexé à la présente ordonnance.

Article 7 : Entrée en vigueur et recours

§ 1. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} novembre 2026.

La présente ordonnance de police sera portée à la connaissance du public, conformément à l'article 112 de la Nouvelle loi communale, sur le site internet de la Commune, dans son intégralité, de manière permanente et gratuite, pendant toute la durée de sa validité.

Un recours contre la présente ordonnance peut être déposé par voie de requête au Conseil d'Etat, dans un délai de 60 jours à dater de sa publication.

§ 2. Pour les établissements relevant de l'activité économique faisant l'objet de la présente ordonnance, et qui sont exploités au titre de cette même activité avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, la déclaration visée à l'article 3 doit être faite à l'administration communale dans les 6 mois qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance. La preuve que l'établissement était exploité avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance incombe à la personne qui s'en prévaut et peut être rapportée par toute voie de droit.

Politieverordening betreffende de gemeentelijke bestuurlijke handhaving van ondermijnende criminaliteit met het oog op het uitvoeren van integriteitsonderzoeken binnen de economische activiteit "drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden"

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 112, 119 en 119 *ter tot en met 119sexies*, die de mogelijkheid bieden een systeem van integriteitsonderzoeken in te voeren ter bestrijding van ondermijnende criminaliteit;

Gelet op de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) 2016/679 van 27 april 2016 en de Wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op de Wet van 15 januari 2024 betreffende de gemeentelijke bestuurlijke handhaving, de instelling van een gemeentelijk integriteitsonderzoek en houdende oprichting van een Directie Integriteitsbeoordeling voor Openbare Besturen, en de koninklijke besluiten ter uitvoering ervan;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 22 april 2024 betreffende de sectoren en economische activiteiten op grond waarvan overeenkomstig artikel 119 *ter* van de Nieuwe Gemeentewet een politieverordening kan worden vastgesteld;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 april 2024 betreffende de registratie, de toegang tot de gegevens en de raadpleging van het Centraal Register van Integriteitsonderzoeken;

Overwegende dat de Gemeenteraad krachtens artikel 119 *ter* van de Nieuwe Gemeentewet, zoals opnieuw ingevoerd bij artikel 35 van voornoemde Wet van 15 januari 2024, de vestiging of uitbating van voor het publiek toegankelijke inrichtingen waar economische activiteiten plaatsvinden, aan een integriteitsonderzoek kan onderwerpen;

Overwegende dat hiertoe een gemotiveerde gemeentelijke politieverordening en een voorafgaande risicoanalyse vereist zijn;

Gelet op de voorafgaande risicoanalyse van 10 augustus 2026 die door de Politiezone Brussel-West voor de gemeente werd uitgevoerd en waaruit blijkt dat de economische activiteit “drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden”, behorende toot de economische sector “Horeca” waarop deze verordening betrekking heeft en die op het grondgebied van de gemeente wordt uitgeoefend, een verhoogd risico op ondermijnende criminaliteit met zich meebrengt;

Overwegende dat de gemeente bevoegd is om maatregelen te nemen met het oog op de bestrijding van ondermijnende criminaliteit;

Overwegende dat criminele organisaties niet langer uitsluitend streven naar winst uit illegale activiteiten, maar eveneens een strategie van duurzame infiltratie van de legale economie nastreven teneinde hun kapitaal wit te wassen, de criminele oorsprong van hun vermogensbestanddelen te verhullen, een schijn van legitimiteit te verwerven en een economische en maatschappelijke invloed te ontwikkelen die de goede werking van de overheidsdiensten kan ondermijnen;

Overwegende dat deze infiltratie veelal gebeurt via ondernemingen die een reële of schijnbare economische activiteit uitoefenen en die zowel kunnen worden aangewend voor het witwassen van geld als voor het plegen, het faciliteren of het verhullen van andere vormen van georganiseerde criminaliteit;

Overwegende dat de gemeente wettelijk bevoegd is om integriteitsonderzoeken uit te voeren met betrekking tot de vestiging of uitbating van alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen die behoren tot de economische activiteit “drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden” en die deel uitmaken van de economische sector “Horeca”, gelegen op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat het noodzakelijk is een belangenafweging te maken tussen het vertrouwen dat klanten van voor het publiek toegankelijke inrichtingen die de economische activiteit “drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden” uitoefenen en die krachtens deze verordening aan een integriteitsonderzoek worden onderworpen, mogen verwachten, en de vrijheid van handel en nijverheid;

Overwegende dat de gemeente belast is met het toezicht op de risico's die verbonden zijn aan de vestiging en uitbating van handelszaken met een economische activiteit “drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden” uitoefenen en die krachtens deze verordening aan een integriteitsonderzoek worden onderworpen;

Overwegende dat zij, teneinde deze rol te vervullen, bevoegd is om bijzondere voorschriften vast te stellen die van toepassing zijn op handelszaken die tot voornoemde risicosector behoren, ter uitvoering van en in inachtneming van de geldende regelgeving;

Overwegende dat het risico dat handelszaken die vallen onder de categorie “drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden” worden gebruikt voor het uitoefenen van de illegale activiteiten die uitvoerig worden opgesomd in artikel 119^{ter}, §10

van de Nieuwe Gemeentewet, werd geëvalueerd;

Overwegende dat de economische sector “Horeca”, en in het bijzonder drankgelegenheden, kenmerken vertoont die de mogelijkheden tot sociale of fiscale fraude vergemakkelijken, met name door het genereren en circuleren van aanzienlijke hoeveelheden contant geld;

Overwegende dat het Vademecum van de Cel voor Financiële Informatieverwerking (CFI) betreffende de kwetsbaarheid van sectoren voor het witwassen van geld de horecasector specifiek aanmerkt als een gevoelige sector op het gebied van witwassen van geld;

Overwegende dat de Europese Unie, de Financiële Actiegroep (FAG/FATF), Europol, het Bureau van de Verenigde Naties voor Drugs en Misdad (UNODC), evenals talrijke nationale autoriteiten die belast zijn met de bestrijding van georganiseerde criminaliteit, er voortdurend op wijzen dat het noodzakelijk is de bestuurlijke instrumenten ter voorkoming van de infiltratie van de legale economie door criminele organisaties te versterken;

Overwegende dat de Europese dreigingsanalyses (“Serious and Organised Crime Threat Assessment” – SOCTA) wijzen op een toenemende professionalisering van criminele organisaties, die steeds vaker legale economische structuren verkiezen om hun investeringen veilig te stellen, hun activiteiten te vergemakkelijken en het risico op ontdekking te beperken;

Overwegende de voorafgaande risicoanalyse die door de Politiezone Brussel-West voor de gemeente werd uitgevoerd en waaruit blijkt dat de economische activiteit “drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden”, bedoeld in deze verordening, binnen de gemeente een verhoogd risico op ondermijnende criminaliteit met zich meebrengt;

Overwegende dat uit deze risicoanalyse objectieve aanwijzingen naar voren zijn gekomen voor mogelijke verbanden tussen horecazaken die op het grondgebied van de gemeente gevestigd zijn en criminele praktijken of criminele milieus;

Overwegende dat uit deze analyse is gebleken dat twee derde van de uitbaters van drankgelegenheden op het grondgebied bekend zijn bij de politiediensten wegens feiten zoals diefstal, georganiseerde criminaliteit, financiële criminaliteit of drugsgerelateerde criminaliteit;

Overwegende dat uit deze analyse tevens blijkt dat 37% van de geanalyseerde “drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden” houder zijn van een door de Kansspelcommissie afgegeven vergunning voor exploitatie van kansspelen, en dat het voornoemde Vademecum van de CFI benadrukt dat ondernemingen die over een vergunning voor kansspelen beschikken, een aanzienlijk risico op witwassen van geld

lopen;

Overwegende dat uit de analyse eveneens blijkt dat 43% van de drankgelegenheden niet in orde zijn met hun verplichtingen inzake het neerleggen van de jaarrekeningen bij de Nationale Bank van België, en dat deze tekortkomingen op het vlak van boekhoudkundige transparantie niet buiten beschouwing kunnen worden gelaten wanneer er sprake is van een risico op witwassen van geld of van banden met de criminaliteit, zoals aangegeven door het voornoemde Vademecum van de CFI;

Overwegende dat de Gemeenteraad niet beoogt alle voor het publiek toegankelijke inrichtingen zonder onderscheid aan integriteitsonderzoeken te onderwerpen;

Overwegende dat uitsluitend de economische sectoren in aanmerking worden genomen waarvoor uit de risicoanalyse objectief een bijzondere kwetsbaarheid blijkt;

Overwegende dat deze selectie het proportionaliteitsbeginsel eerbiedigt door de regeling te beperken tot de activiteiten waarvoor een objectief aangetoond risico bestaat;

Overwegende dat de specifieke kenmerken van de economische sector “Horeca” en de hierboven objectief vastgestelde risico’s rechtvaardigen dat de economische activiteiten die hieronder vallen, worden onderworpen aan een integriteitsonderzoek of aan de verplichting tot voorafgaande aangifte vóór de exploitatie, teneinde fenomenen van infiltratie van de georganiseerde criminaliteit in de legale economie te voorkomen;

Overwegende dat de in deze verordening opgenomen economische activiteit “drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden”, indien deze wordt uitgebaat om onder dekking van een legale structuur illegale activiteiten te ontplooiën en zich aldus in de sociaaleconomische context te mengen, aanleiding kan geven tot incidenten die de openbare gezondheid, rust, orde en de veiligheid verstoren; dat deze verordening derhalve strekt tot bescherming van het algemeen belang;

Overwegende dat het integriteitsonderzoek wordt opgestart en uitgevoerd bij beslissing van de Burgemeester en onder diens gezag en verantwoordelijkheid;

Overwegende dat de integriteitsonderzoeken professioneel, objectief en evenredig worden uitgevoerd;

Overwegende dat deze onderzoeken worden uitgevoerd met inachtneming van de beginselen

van non-discriminatie, objectiviteit, evenredigheid en transparantie, en dat bovendien alle vestigingseenheden die binnen het toepassingsgebied van deze verordening actief zijn, aan een integriteitsonderzoek zullen worden onderworpen;

Overwegende dat, ingevolge deze beslissing om integriteitsonderzoeken uit te voeren binnen de economische activiteit “drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden”, het noodzakelijk is de redelijke termijn vast te stellen waarbinnen de gemeente deze onderzoeken zal opstarten en afronden;

Overwegende dat deze termijn wordt vastgelegd op 2 jaar;

Overwegende dat deze termijn rekening houdt met de omvang van de gemeente en het aantal betrokken inrichtingen, maar eveneens met de omvang en de operationele capaciteit van de betrokken diensten van het Gemeentebestuur, gelet op het nieuwe karakter van het instrument van de integriteitsonderzoeken;

Overwegende dat de uitvoering van de integriteitsonderzoeken onder meer het volgende omvat:

- De aanwijzing van de gemeentelijke onderzoekers;
- Hun specifieke opleiding;
- Het uitwerken van interne administratieve procedures;
- De aanpassing van de informaticatools;
- De sensibilisering van de betrokken gemeentelijke diensten;
- De coördinatie met de institutionele partners;

Overwegende dat een onmiddellijke uitvoering van alle onderzoeken met betrekking tot de reeds bestaande inrichtingen de redelijkerwijs beschikbare operationele capaciteit van het Gemeentebestuur zou overschrijden en zowel de kwaliteit van de onderzoeken als de eerbiediging van de rechten van de betrokken personen in het gedrang zou kunnen brengen;

Overwegende dat het derhalve gerechtvaardigd is om:

- Vanaf de inwerkingtreding van deze verordening de onderzoeken met betrekking tot nieuwe aangiften uit te voeren;
- De onderzoeken met betrekking tot de reeds bestaande inrichtingen geleidelijk uit te voeren binnen een termijn van maximaal 2 jaar vanaf de inwerkingtreding van deze verordening;

Overwegende dat deze termijnen het mogelijk maken om de nieuwe regeling geleidelijk, realistisch en evenredig uit te voeren en tegelijkertijd de doeltreffendheid ervan te waarborgen;

Overwegende bovendien dat artikel 133*ter*, ingevoegd in de Nieuwe Gemeentewet bij artikel 39 van voornoemde Wet van 15 januari 2024, de Burgemeester machtigt om “*een inrichting onder administratieve verzegeling te plaatsen wanneer de Burgemeester zelf, het College van Burgemeester en Schepenen [...] de betrokken inrichting sluit of heeft gesloten*”;

Overwegende dat het verbreken van dergelijke administratieve verzegelingen een inbreuk vormt op artikel 666 van het Strafwetboek en overeenkomstig de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties kan worden bestraft met een gemeentelijke administratieve geldboete;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT:

Artikel 1: Definities

In de zin van dit reglement en overeenkomstig artikel 2 van de Wet van 15 januari 2024 betreffende de gemeentelijke bestuurlijke handhaving, de instelling van een gemeentelijk integriteitsonderzoek en houdende oprichting van een Directie Integriteitsbeoordeling voor Openbare Besturen, wordt verstaan onder:

1° “*ondermijnende criminaliteit*”: criminaliteit die haar oorsprong vindt in de strafbare feiten bedoeld in artikel 119*ter*, § 10, vijfde lid, van de Nieuwe Gemeentewet en die daardoor maatschappelijke structuren of het vertrouwen dat deze wekken, aantast of kan aantasten en die daardoor een maatschappelijke en/of economische ontwrichting veroorzaakt of kan veroorzaken;

2° “*integriteitsonderzoek*”: het onderzoek bedoeld in artikel 119*ter* van de Nieuwe Gemeentewet, uitgevoerd door de gemeente met betrekking tot de vestiging of uitbating van voor het publiek toegankelijke inrichtingen waar economische activiteiten plaatsvinden of zullen plaatsvinden, en dat ertoe strekt ondermijnende criminaliteit tegen te gaan;

3° “*economische activiteit*”: iedere activiteit die erin bestaat goederen of diensten op een markt aan te bieden;

4° “*voor het publiek toegankelijke inrichting*”: elke plaats waartoe andere personen dan de beheerder en de personen die er werkzaam zijn, toegang hebben, hetzij omdat zij geacht worden gewoonlijk toegang tot die plaats te hebben, hetzij omdat hun toegang ertoe is toegestaan zonder dat zij daartoe individueel zijn uitgenodigd;

5° “*drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden*” (bedoeld in artikel 2, 3° van het voormelde Koninklijk Besluit van 22 april 2024): iedere inrichting die is ingericht als drankgelegenheid waar al dan niet lichte maaltijden of

versnaperingen worden aangeboden.

Als drankgelegenheden kunnen worden beschouwd:

- Cafés;
- Bars;
- Shishabars en loungebars.

Artikel 2: Toepassingsgebied

§1. Er worden integriteitsonderzoeken uitgevoerd voor de economische activiteit “drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden” behorende tot de economische sector “Horeca”.

§2. De vestiging of uitbating van een voor het publiek toegankelijke inrichting voor de in §1 bedoelde economische activiteit is onderworpen aan een integriteitsonderzoek.

Het integriteitsonderzoek heeft betrekking op elke persoon die, in welke hoedanigheid ook, betrokken is bij of tussenkomt in de uitbating van de in oprichting zijnde of bestaande voor het publiek toegankelijke inrichting.

Elk dossier wordt behandeld binnen een termijn van vijftig werkdagen, behoudens een verlenging met dertig werkdagen. Deze termijn vangt aan op de datum van de beslissing tot opening van het integriteitsonderzoek en loopt tot de verzending van de brief met het voorstel tot hoorzitting aan de persoon die het voorwerp heeft uitgemaakt van het integriteitsonderzoek.

§3. De integriteitsonderzoeken zijn op uniforme wijze van toepassing op de vestiging of uitbating van iedere voor het publiek toegankelijke inrichting die de in artikel 1 bedoelde economische activiteit “drankgelegenheden waar al dan niet lichte maaltijden of versnaperingen worden aangeboden” uitoefent, op het volledige grondgebied van de gemeente.

§4. Wat betreft de inrichtingen die reeds bestaan op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze verordening, worden de integriteitsonderzoeken opgestart en afgerond binnen een termijn van maximaal 2 jaar vanaf de inwerkingtreding van deze tekst of vanaf de kennisgeving van de aangifte.

Het gemeentelijk integriteitsonderzoek wordt, wat betreft de inrichtingen die vanaf 1 november 2026 op het grondgebied van de Gemeente worden gevestigd of uitgebaat, aangevat binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf de eerste werkdag die volgt op de ontvangst van de in artikel 3 van deze verordening bedoelde aangifte.

§ 5. Aangezien een gelijktijdige uitvoering van alle integriteitsonderzoeken onmogelijk is, worden deze geprioriteerd volgens een risico gebaseerde handhaving.

Worden onder meer als prioritair beschouwd:

1° de aanvragen met betrekking tot een nieuwe vestiging;

2° de inrichtingen die behoren tot de sectoren met het hoogste risiconiveau;

3° de inrichtingen waarvoor informatie of meldingen beschikbaar zijn waaruit een verhoogd risico op criminele infiltratie blijkt;

4° de inrichtingen waar recent een wijziging heeft plaatsgevonden van de uitbater, beheerder, lasthebber of controlestructuur;

5° iedere andere inrichting waarvoor de risicoanalyse een prioritaire behandeling rechtvaardigt.

De prioritering gebeurt met eerbiediging van de beginselen van gelijkheid, objectiviteit, transparantie en evenredigheid.

Artikel 3: Voorafgaande aangifte

§1. Niemand mag op het grondgebied van de Gemeente een inrichting die valt onder de hierboven bepaalde economische activiteit vestigen of uitbaten zonder hiervan vooraf aangifte te hebben gedaan bij het Gemeentebestuur.

Deze aangifte moet eveneens worden gedaan bij elke wijziging van de sector of de economische activiteit waaronder de inrichting valt, of bij elke wijziging in de lijst van de personen die rechtens of feitelijk met de uitbating zijn belast.

§2. Het vestigen of uitbaten van een inrichting die valt onder de in artikel 2, §1, bepaalde economische activiteit zonder hiervan vooraf aangifte te hebben gedaan bij het Gemeentebestuur, wordt bestraft met een administratieve geldboete overeenkomstig de procedure bepaald in de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

Onverminderd de in het eerste lid bedoelde administratieve geldboete kan het College van Burgemeester en Schepenen de administratieve sluiting van de bij de inbreuk betrokken inrichting opleggen, overeenkomstig artikel 45 van de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen wordt aan de overtreder(s) ter kennis gebracht per aangetekende zending of door overhandiging tegen ontvangstbewijs op het adres van de betrokken inrichting of, bij gebrek daarvan, op het domicilie van de beheerder(s) van de inrichting.

Artikel 4: Uitvoering van de integriteitsonderzoeken

§1. Het integriteitsonderzoek wordt onder het gezag en de verantwoordelijkheid van de Burgemeester opgestart en uitgevoerd door de personeelsleden van het Gemeentebestuur die door hem daartoe zijn aangewezen.

De beslissing om een integriteitsonderzoek uit te voeren wordt genomen door de Burgemeester of diens gemachtigde.

§2. Deze met het onderzoek belaste personeelsleden zijn formeel gebonden aan het beroepsgeheim, overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek, met betrekking tot alle gerechtelijke, politionele, fiscale of economische gegevens die tijdens het onderzoek worden verzameld.

§3. De persoonsgegevens die in het kader van het integriteitsonderzoek worden verwerkt (met name de gegevensstromen afkomstig van het ARIEC, het CRIO of de DIOB), worden op beveiligde wijze bewaard onder de verantwoordelijkheid van de Burgemeester.

Indien een integriteitsonderzoek wordt afgesloten zonder dat het College van Burgemeester en Schepenen ten aanzien van de inrichting of de beheerder enige administratieve maatregel (schorsing, weigering, sluiting, intrekking van vergunning) neemt, worden alle persoonsgegevens die specifiek voor dit onderzoek werden verzameld, definitief verwijderd of geanonimiseerd binnen een termijn van 2 jaar na de officiële afsluiting van het dossier.

Artikel 5: Termijn voor de behandeling van alle vestigingseenheden die onder de betrokken activiteitensector vallen

§1. Uiterlijk 1 jaar na de inwerkingtreding van deze verordening en vervolgens jaarlijks legt het College van Burgemeester en Schepenen aan de Gemeenteraad een evaluatieverslag voor dat met name betrekking heeft op:

1° het aantal uitgevoerde integriteitsonderzoeken;

2° de gemiddelde behandelingstermijnen;

3° de moeilijkheden die zich hebben voorgedaan bij de uitvoering van deze verordening;

4° de evolutie van de op het grondgebied van de gemeente vastgestelde risico's;

5° de wenselijkheid om de betrokken sectoren, het geografisch toepassingsgebied of de wijze waarop de integriteitsonderzoeken worden uitgevoerd, aan te passen.

§2. Op basis van dit verslag onderzoekt de Gemeenteraad of het noodzakelijk is deze verordening te wijzigen teneinde ervoor te zorgen dat deze blijft aansluiten bij de evolutie van criminele fenomenen, de vastgestelde risico's en het toepasselijke wettelijke kader.

§3. Vervroegde evaluaties en herzieningen zijn mogelijk bij een aanzienlijke evolutie van de ondermijnende criminaliteit, de wetgeving of de risicoanalyses.

Artikel 6: Protocolakkoord

Het protocolakkoord dat tussen het Openbaar Ministerie en het College van Burgemeester en Schepenen is gesloten met betrekking tot de toepassing van artikel 119^{ter} van de Nieuwe Gemeentewet, wordt bekrachtigd.

Het wordt als bijlage bij deze verordening gevoegd.

Artikel 7: Inwerkingtreding en beroep

§1. Deze verordening treedt in werking op 1 november 2026.

Deze politieverordening wordt overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet ter kennis van het publiek gebracht via de website van de gemeente, in haar geheel, op permanente en kosteloze wijze, gedurende de volledige geldigheidsduur ervan.

Tegen deze verordening kan bij verzoekschrift beroep worden ingesteld bij de Raad van State binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de bekendmaking ervan.

§2. Voor de inrichtingen die vallen onder de economische activiteit waarop deze verordening betrekking heeft en die vóór de inwerkingtreding van deze verordening reeds voor diezelfde activiteit worden uitgebaat, moet de in artikel 3 bedoelde aangifte bij het Gemeentebestuur worden gedaan binnen 6 maanden na de datum van inwerkingtreding van deze verordening.

De bewijslast dat de inrichting vóór de inwerkingtreding van deze verordening werd uitgebaat, rust op de persoon die zich daarop beroept. Dit bewijs kan met alle rechtsmiddelen worden geleverd.

2 annexes / 2 bijlagen

Protocolakkoord_vertaling NL.pdf, Protocole enquêtes d'intégrité GANSHOREN.pdf

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le courrier de Madame Elke Van den Brandt, Ministre en charge de la Mobilité, des Travaux publics, de la Sécurité routière et du Bien-être animal, en date du 10 septembre 2026, relatif au renouvellement des organes de gestion de l'Agence régionale du stationnement ;

Considérant que le Conseil d'administration de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale est composé de quinze membres ;

Considérant que dix nouveaux membres du Conseil d'administration ont déjà été désignés par décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juillet 2026 ;

Considérant que cinq membres doivent encore être désignés par le Gouvernement, sur la base d'une liste communiquée par les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a demandé que cette liste soit rassemblée par Brulocalis ;

Considérant que, afin de permettre au Gouvernement de procéder à la désignation des cinq membres restant à nommer, les communes sont invitées à communiquer une liste comprenant dix candidats, en précisant un ordre de préférence, dans le respect des règles applicables en matière de répartition linguistique et de genre ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu pour le Collège de proposer les candidatures suivantes en vue de leur transmission à Brulocalis :

1. Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
2. Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
3. Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
4. Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
5. Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
6. Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
7. Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
8. Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
9. Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
10. Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique

DECIDE :

1. De prendre connaissance du courrier de Madame Elke Van den Brandt, Ministre en charge de la Mobilité, relatif au renouvellement du Conseil d'administration de l'Agence régionale du stationnement.
2. De proposer, dans l'ordre de préférence indiqué ci-dessous, les dix candidatures destinées à figurer sur la liste qui sera communiquée par Brulocalis au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

- Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
- Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
- Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
- Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
- Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
- Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
- Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
- Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
- Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique
- Nom + prénom / Genre / Rôle linguistique

3. De charger le secrétariat de transmettre la présente délibération et la liste des candidats à Brulocalis dans le délai requis.

Hernieuwing van de Raad van Bestuur van het Gewestelijk Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Voordracht van kandidaten door de gemeenten

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en tot herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de brief van mevrouw Elke Van den Brandt, Minister bevoegd voor Mobiliteit, Openbare Werken, Verkeersveiligheid en Dierenwelzijn, van 10 september 2026, betreffende de hernieuwing van de bestuursorganen van het Gewestelijk Parkeeragentschap;

Overwegende dat de Raad van Bestuur van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uit vijftien leden bestaat;

Overwegende dat tien nieuwe leden van de Raad van Bestuur reeds werden aangewezen bij beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juli 2026;

Overwegende dat nog vijf leden door de Regering moeten worden aangewezen, op basis van een lijst die door de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt meegedeeld;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering heeft gevraagd dat deze lijst door Brulocalis wordt verzameld;

Overwegende dat, teneinde de Regering in staat te stellen de vijf nog te benoemen leden aan te wijzen, de gemeenten worden verzocht een lijst van tien kandidaten mee te delen, met vermelding van een volgorde van voorkeur, met inachtneming van de toepasselijke regels inzake taalverdeling en gender;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is dat de Raad de volgende kandidaturen voordraagt

met het oog op de overmaking ervan aan Brulocalis:

1. Naam + voornaam / Gender / Taalrol
2. Naam + voornaam / Gender / Taalrol
3. Naam + voornaam / Gender / Taalrol
4. Naam + voornaam / Gender / Taalrol
5. Naam + voornaam / Gender / Taalrol
6. Naam + voornaam / Gender / Taalrol
7. Naam + voornaam / Gender / Taalrol
8. Naam + voornaam / Gender / Taalrol
9. Naam + voornaam / Gender / Taalrol
10. Naam + voornaam / Gender / Taalrol

BESLIST:

1. Kennis te nemen van de brief van mevrouw Elke Van den Brandt, Minister bevoegd voor Mobiliteit, betreffende de hernieuwing van de Raad van Bestuur van het Gewestelijk Parkeeragentschap.
2. De volgende tien kandidaturen, in de hieronder vermelde volgorde van voorkeur, voor te dragen met het oog op hun opname in de lijst die door Brulocalis aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zal worden overgemaakt:
 - o Naam + voornaam / Gender / Taalrol
 - o Naam + voornaam / Gender / Taalrol
 - o Naam + voornaam / Gender / Taalrol
 - o Naam + voornaam / Gender / Taalrol
 - o Naam + voornaam / Gender / Taalrol
 - o Naam + voornaam / Gender / Taalrol
 - o Naam + voornaam / Gender / Taalrol
 - o Naam + voornaam / Gender / Taalrol
 - o Naam + voornaam / Gender / Taalrol
 - o Naam + voornaam / Gender / Taalrol
3. Het secretariaat te gelasten deze beslissing en de lijst van kandidaten binnen de vereiste termijn aan Brulocalis over te maken.

*1 annexe / 1 bijlage
renouvellement CA PB _lettre_SIGN.pdf*

Relations Internationales - Internationale Betrekkingen

6 Programme fédéral de Coopération internationale communale (CIC) - Approbation du protocole de collaboration entre la commune de Ganshoren et la commune de Sidi Moussa Lamhaya (Maroc)

LE CONSEIL,

Vu la signature de la Charte bruxelloise de la solidarité internationale par les communes et la Région de Bruxelles-Capitale et par l'administration communale de Ganshoren, début 2022 (BOS 29940 du 30/12/2021) ;

Vu l'approbation de la participation de la commune au programme quinquennal de Coopération Internationale Communale 2027-2031 avec le Maroc pour partenariat (BOS 43778 du

07/08/2025) ;

Vu que, dans le cadre du Programme fédéral belge de Coopération internationale communale (CIC), la commune de Ganshoren a manifesté sa volonté de s'engager activement dans des actions de coopération au développement et de renforcer les partenariats entre collectivités locales ;

Considérant la volonté partagée des deux communes d'initier un premier rapprochement afin d'explorer les opportunités de coopération et de favoriser les échanges culturels, économiques ou sociaux entre leurs administrés ;

Considérant qu'il s'agit d'une démarche inédite visant à instaurer les tout premiers liens de collaboration entre les communes de Ganshoren et Sidi Moussa Lemhay afin de poser les bases d'une charte d'amitié et un accord de partenariat pour ouvrir de nouvelles perspectives de développement et de partage d'expériences ;

Considérant que ces liens ne peuvent se consolider que par un partenariat responsable entre les deux Communes,

Considérant que les partenaires s'engagent à œuvrer conjointement au renforcement de la gouvernance locale à travers trois axes essentiels :

- le renforcement de la gouvernance politique ;
- l'amélioration de l'efficacité administrative ;
- le développement de la participation citoyenne aux processus décisionnels ;

Considérant que les domaines d'action identifiés comme prioritaires sont :

- le Développement économique local (DEL) ;
- la modernisation de la gouvernance locale ;

Considérant que le protocole prévoit en outre l'élaboration régulière, et au minimum annuelle, de plans d'action communs permettant de traduire concrètement les objectifs poursuivis ; que ces plans d'action feront l'objet de conventions spécifiques conclues dans le cadre du Programme de Coopération internationale communale ;

Considérant l'intérêt de développer les échanges de bonnes pratiques et le renforcement institutionnel entre collectivités locales ;

Considérant que le protocole proposé constitue un cadre de référence pour l'élaboration future de projets de coopération répondant aux objectifs du programme fédéral ;

Considérant que ce protocole doit être ratifié par les organes délibérants des deux communes avant son entrée en vigueur ;

Considérant que le financement du Programme de Coopération internationale communale est assuré par la Direction générale de la Coopération au développement (DGD), dans le cadre du budget fédéral, et que le montant de la subvention envisagée pour le programme s'élève à 188.450,00 € ;

Considérant que, sous réserve de l'acceptation du programme par la DGD, un arrêté ministériel octroiera la subvention à Brulocalis, qui assure l'accompagnement et la coordination du programme ;

Considérant que Brulocalis et les communes partenaires concluront ensuite une convention

spécifique de partenariat précisant les modalités de gestion et de justification de la subvention, ainsi que les dépenses éligibles et non éligibles ;

Considérant que les conditions générales de participation annexées à cette convention précisent notamment les règles applicables en matière de dépenses, de passation de marchés et de justificatifs (voir projet en annexe) ;

Considérant que Brulocalis reçoit la subvention de la DGD par tranches annuelles et verse une première avance à la commune belge au démarrage du programme ;

Considérant qu'à la fin de chaque année, un décompte financier doit être établi et transmis à Brulocalis, sur la base duquel le solde éventuel de l'avance est régularisé ;

Considérant qu'une nouvelle avance peut également être sollicitée en cours d'année et que les éventuels soldes non utilisés peuvent être reportés sur l'année suivante jusqu'à la fin du programme, au terme de laquelle l'ensemble des comptes doit être clôturé ;

Considérant que, pour chaque dépense engagée dans le cadre du programme, une pièce justificative ainsi qu'une preuve de paiement doivent être produites ;

Considérant que les règles de passation des marchés et les justificatifs spécifiques à fournir sont définis dans les conditions générales de participation et s'appliquent tant aux dépenses réalisées directement par la commune de Ganshoren qu'à celles réalisées par la commune partenaire marocaine ;

Considérant que les fonds sont versés par Brulocalis sur le compte de la commune de Ganshoren et que plusieurs modalités de paiement sont possibles, notamment :

- le paiement direct par la commune de Ganshoren des dépenses réalisées en Belgique ou liées aux visites au Maroc et à l'accueil des partenaires marocains à Bruxelles ;
- le paiement direct par la commune de Ganshoren de factures relatives à des activités réalisées au Maroc, sur la base notamment des devis ou pièces justificatives transmis par le partenaire marocain ;
- le versement, le cas échéant, d'une avance à la commune partenaire marocaine, moyennant la possibilité pour celle-ci de disposer d'un compte bancaire accessible et de justifier ultérieurement les dépenses réalisées ;

Considérant qu'à ce stade, la commune de Sidi Moussa Lamhaya ne dispose pas encore d'un compte permettant de recourir facilement à cette dernière modalité de financement ;

Considérant que les frais bancaires liés aux opérations effectuées dans le cadre du programme sont couverts par la subvention ;

Considérant que l'ensemble de ces modalités sera précisé dans la convention spécifique de partenariat à conclure entre Brulocalis et les communes partenaires, sous réserve de l'approbation du programme par la DGD ;

DÉCIDE :

1. d'approuver le protocole de collaboration entre la commune de Ganshoren et la commune de Sidi Moussa Lamhaya dans le cadre du Programme fédéral de Coopération internationale communale ;
2. d'autoriser le Collège communal à procéder à la signature du protocole ;
3. de charger le Collège communal de mettre en œuvre les démarches nécessaires à son

exécution et à l'élaboration des futures conventions spécifiques prévues dans ce cadre ;

4. de prendre acte du financement envisagé dans le cadre du Programme fédéral de Coopération internationale communale, pour un montant de 188.750,00 €, sous réserve de l'acceptation du programme par la Direction générale de la Coopération au développement (DGD) et de l'octroi de la subvention ;
5. de prendre acte que les modalités précises de gestion, de liquidation, de justification et d'utilisation de la subvention, ainsi que les dépenses éligibles et non éligibles, seront fixées dans la convention spécifique de partenariat conclue avec Brulocalis et dans ses conditions générales de participation ;
6. de charger le Collège communal d'assurer le suivi administratif et financier du programme, notamment en matière de justificatifs, de décomptes annuels et de respect des règles de passation des marchés applicables.

Federaal Programma voor Internationale Gemeentelijke Samenwerking (IGS) - Goedkeuring van het samenwerkingsprotocol tussen de gemeente Ganshoren en de gemeente Sidi Moussa Lamhaya (Marokko).

DE RAAD,

Gelet op de ondertekening van het Brussels Handvest voor Internationale Solidariteit door de gemeenten en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en door het gemeentebestuur van Ganshoren begin 2022 (BOS 29940 van 30/12/2021);

Gelet op de goedkeuring van de deelname van de gemeente aan het vijfjarige programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking 2027-2031 met Marokko voor het partnerschap (BOS 43778 van 07/08/2025);

Overwegende dat, in het kader van het Belgische federale programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking (GIS), de gemeente Ganshoren haar bereidheid heeft uitgesproken om zich actief in te zetten voor ontwikkelingssamenwerking en de partnerschappen tussen lokale overheden te versterken;

Overwegende de gedeelde wil van beide gemeenten om een eerste toenadering tot stand te brengen teneinde de mogelijkheden tot samenwerking te onderzoeken en culturele, economische of sociale uitwisselingen tussen hun inwoners te bevorderen;

Overwegende dat het gaat om een eerste initiatief dat tot doel heeft de allereerste samenwerkingsbanden tussen de gemeenten Ganshoren en Sidi Moussa Lamhaya tot stand te brengen, teneinde de basis te leggen voor een vriendschapscharter en een partnerschapsovereenkomst en aldus nieuwe perspectieven voor ontwikkeling en het delen van ervaringen te openen;

Overwegende dat deze banden enkel kunnen worden versterkt door middel van een verantwoord partnerschap tussen beide gemeenten;

Overwegende dat de partners zich ertoe verbinden gezamenlijk te werken aan de versterking van het lokaal bestuur aan de hand van drie essentiële pijlers:

- de versterking van het politieke bestuur;
- de verbetering van de administratieve efficiëntie;
- de ontwikkeling van burgerparticipatie in de besluitvormingsprocessen;

Overwegende dat de als prioritair aangemerkte actiedomeinen zijn:

- lokale economische ontwikkeling (LED);
- modernisering van het lokaal bestuur;

Overwegende dat het protocol bovendien voorziet in het regelmatig, en minstens jaarlijks, opstellen van gezamenlijke actieplannen die het mogelijk maken de nagestreefde doelstellingen concreet te vertalen; dat deze actieplannen het voorwerp zullen uitmaken van specifieke overeenkomsten die worden gesloten in het kader van het Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking;

Overwegende het belang van de ontwikkeling van de uitwisseling van goede praktijken en de institutionele versterking tussen lokale overheden;

Overwegende dat het voorgestelde protocol een referentiekader vormt voor de toekomstige uitwerking van samenwerkingsprojecten die beantwoorden aan de doelstellingen van het federale programma;

Overwegende dat dit protocol door de bevoegde beraadslagende organen van beide gemeenten moet worden bekrachtigd voordat het in werking kan treden;

Overwegende dat de financiering van het Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking wordt verzekerd door de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking (DGD), in het kader van de federale begroting, en dat het voor het programma voorziene subsidiebedrag 188.450,00 euro bedraagt;

Overwegende dat, onder voorbehoud van de aanvaarding van het programma door de DGD, een ministerieel besluit de subsidie zal toekennen aan Brulocalis, dat instaat voor de begeleiding en coördinatie van het programma;

Overwegende dat Brulocalis en de partnergemeenten vervolgens een specifieke partnerschapsovereenkomst zullen sluiten waarin de modaliteiten voor het beheer en de verantwoording van de subsidie, evenals de in aanmerking komende en niet in aanmerking komende uitgaven, worden vastgelegd;

Overwegende dat de bij deze overeenkomst gevoegde algemene deelnemingsvoorwaarden onder meer de toepasselijke regels inzake uitgaven, overheidsopdrachten en bewijsstukken bepalen (zie ontwerp in bijlage);

Overwegende dat Brulocalis de subsidie van de DGD in jaarlijkse schijven ontvangt en bij de start van het programma een eerste voorschot aan de Belgische gemeente uitbetaalt;

Overwegende dat aan het einde van elk jaar een financiële afrekening moet worden opgesteld en aan Brulocalis moet worden bezorgd, op basis waarvan het eventuele saldo van het voorschot wordt geregulariseerd;

Overwegende dat in de loop van het jaar eveneens een nieuw voorschot kan worden aangevraagd en dat eventuele niet-gebruikte saldi kunnen worden overgedragen naar het volgende jaar tot het einde van het programma, waarna alle rekeningen moeten worden afgesloten;

Overwegende dat voor elke uitgave die in het kader van het programma wordt gedaan, een bewijsstuk en een betalingsbewijs moeten worden voorgelegd;

Overwegende dat de regels inzake het plaatsen van overheidsopdrachten en de specifieke bewijsstukken die moeten worden verstrekt, zijn vastgelegd in de algemene deelnemingsvoorwaarden en zowel van toepassing zijn op de uitgaven die rechtstreeks door de gemeente Ganshoren worden gedaan als op de uitgaven die door de Marokkaanse partnergemeente worden gedaan;

Overwegende dat de middelen door Brulocalis op de rekening van de gemeente Ganshoren worden gestort en dat verschillende betalingsmodaliteiten mogelijk zijn, met name:

- de rechtstreekse betaling door de gemeente Ganshoren van uitgaven die in België worden gedaan of verband houden met bezoeken aan Marokko en met het onthaal van de Marokkaanse partners in Brussel;
- de rechtstreekse betaling door de gemeente Ganshoren van facturen met betrekking tot activiteiten die in Marokko worden uitgevoerd, op basis onder meer van de door de Marokkaanse partner bezorgde offertes of bewijsstukken;
- in voorkomend geval, de betaling van een voorschot aan de Marokkaanse partnergemeente, op voorwaarde dat deze over een toegankelijke bankrekening kan beschikken en de gemaakte uitgaven achteraf kan verantwoorden;

Overwegende dat de gemeente Sidi Moussa Lamhaya op dit ogenblik nog niet beschikt over een rekening waarmee gemakkelijk van deze laatste financieringsmodaliteit gebruik kan worden gemaakt;

Overwegende dat de bankkosten die verband houden met de verrichtingen in het kader van het programma door de subsidie worden gedekt;

Overwegende dat al deze modaliteiten nader zullen worden bepaald in de specifieke partnerschapsovereenkomst die tussen Brulocalis en de partnergemeenten zal worden gesloten, onder voorbehoud van de goedkeuring van het programma door de DGD;

BESLUIT:

1. het samenwerkingsprotocol tussen de gemeente Ganshoren en de gemeente Sidi Moussa Lamhaya in het kader van het federale Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking goed te keuren;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om het protocol te ondertekenen;
3. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met het uitvoeren van de nodige stappen voor de uitvoering ervan en voor het opstellen van de toekomstige specifieke overeenkomsten waarin in dit kader wordt voorzien;
4. kennis te nemen van de in het kader van het federale Programma voor Gemeentelijke Internationale Samenwerking voorziene financiering ten bedrage van 188.750,00 euro, onder voorbehoud van de aanvaarding van het programma door de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking (DGD) en de toekenning van de subsidie;
5. kennis te nemen van het feit dat de precieze modaliteiten inzake het beheer, de vereffening, de verantwoording en het gebruik van de subsidie, evenals de in aanmerking komende en niet in aanmerking komende uitgaven, zullen worden vastgelegd in de specifieke partnerschapsovereenkomst die met Brulocalis wordt gesloten en in de bijbehorende algemene deelnemingsvoorwaarden;
6. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de administratieve en

financiële opvolging van het programma, in het bijzonder wat betreft de bewijsstukken, de jaarlijkse afrekeningen en de naleving van de toepasselijke regels inzake het plaatsen van overheidsopdrachten.

5 annexes / 5 bijlagen

Protocole de collaboration NL.pdf, conditions-generales-de-participation-maroc-2026.pdf, protocole de collaboration.pdf, Attestation de subside Ganshoren.pdf, GIS22-26_Algemene_deelnemingsvw_Marokko.pdf

Mobilité - Mobiliteit

7 Soutien régional aux actions communales de mobilité 2026 - Subsidies - Mise en œuvre de projets d'investissements pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales - Approbation de la convention

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'appel à projets concernant le soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière transmis par Bruxelles Mobilité;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 9 juillet 2026 d'approuver l'envoi du dossier de demande de soutien régional aux actions communales de mobilité ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale accepte de subsidier pour un montant estimé à 185.500,00 EUR TVAC (art. 421/66451), l'exécution de petits travaux d'infrastructure de sécurisation d'abord d'écoles et de traversées piétonnes (Avenue Jean-Sébastien Bach / Avenue des Neuf Provinces, Rue de l'Education / Rue Charles Moens, Rue de l'Urbanisme / Rue de l'Ancien Presbytère) ;

Vu le projet de convention établi par Bruxelles Mobilité ;

Considérant que pour tout subside d'un montant supérieur à 15.000 EUR, une convention doit être signée entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune ;

DECIDE :

D'approuver la convention reprise en annexe.

**Gewestelijke ondersteuning voor de gemeentelijke mobiliteitsacties 2026 - Subsidies -
Investeringsprojecten voor de verbetering van de verkeersveiligheid op gemeentewegen -
Goedkeuring van de overeenkomst**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de oproep van Brussel Mobiliteit tot indiening van projecten betreffende gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 juli 2026 waarbij de verzending van het aanvraagdossier voor de toegekende subsidies deels gesubsidieerd door het Verkeersveiligheidsfonds, werd goedgekeurd;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aanvaardt om de werken te subsidiëren ten belope van een geraamd bedrag van 185.500,00 EUR inclusief BTW (art. 421/66451) voor het uitvoeren van kleine infrastructuurwerken ter beveiliging van schoolomgevingen en voetgangersoversteekplaatsen (Johann Sebastian Bachlaan - Negen Provincieslaan; Opvoedingsstraat / Charles Moensstraat; Stedebouwstraat / Oude Pastoriestraat) ;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst, opgesteld door Brussel Mobiliteit ;

Overwegende dat voor elke subsidie van een bedrag hoger dan 15.000 EUR, een overeenkomst dient ondertekend te worden door het gewest en de gemeente;

BESLIST :

Bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

SUP26.1514_GAN_convNL.pdf, SUP26.1514_GAN_convFR.pdf

8 Soutien régional aux actions communales de mobilité 2026 - Subsidies - Plan d'accessibilité de la voirie et de l'espace public (PAVE) - Approbation de la convention

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'appel à projets concernant le soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière transmis par Bruxelles Mobilité;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 9 juillet 2026 d'approuver l'envoi du dossier de demande de soutien régional aux actions communales de mobilité ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale accepte de subsidier pour un montant estimé à 155.000,00 EUR TVAC (art. 421/66451.2026), l'exécution de la mise en accessibilité du sentier du Ruisseau ;

Vu le projet de convention établi par Bruxelles Mobilité ;

Considérant que pour tout subside d'un montant supérieur à 15.000 EUR, une convention doit être signée entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune ;

DECIDE :

D'approuver la convention reprise en annexe.

Gewestelijke ondersteuning voor de gemeentelijke mobiliteitsacties 2026 - Subsidies - Toegankelijkheidsplan voor de weg en de openbare ruimte (PAVE) - Goedkeuring van de overeenkomst

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de oproep van Brussel Mobiliteit tot indiening van projecten betreffende gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties ;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 juli 2026 waarbij de verzending van het aanvraagdossier voor de toegekende subsidies deels gesubsidieerd door het Verkeersveiligheidsfonds, werd goedgekeurd;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aanvaardt om de werken te subsidiëren ten belope van een geraamd bedrag van 155.000,00 EUR inclusief BTW (art. 421/66451.2026) voor de verbetering van de toegankelijkheid van het Beekpad;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst, opgesteld door Brussel Mobiliteit ;

Overwegende dat voor elke subsidie van een bedrag hoger dan 15.000 EUR, een overeenkomst dient ondertekend te worden door het gewest en de gemeente;

BESLIST :

Bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

SUP26.1494_GAN_convFR_PAVE.pdf, SUP26.1494_GAN_convNL_PAVE.pdf

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'appel à projets concernant le soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière transmis par Bruxelles Mobilité;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 9 juillet 2026 d'approuver l'envoi du dossier de demande de soutien régional aux actions communales de mobilité ;

Considérant que la Région de Bruxelles Capitale accepte de subsidier pour un montant estimé à 9.000,00 EUR TVAC (art. 425/66552), Installation d'un abri vélo couvert (stationnement vélo) dans le parking devant la piscine communale Nereus ;

Vu le projet de convention établi par Bruxelles Mobilité ;

DECIDE :

D'approuver la convention reprise en annexe.

Gewestelijke ondersteuning voor de gemeentelijke mobiliteitsacties 2026. Subsidies. Uitrusting en infrastructuur. Goedkeuring van de overeenkomst

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de oproep van Brussel Mobiliteit tot indiening van projecten betreffende gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 juli 2026 waarbij de verzending van het aanvraagdossier voor de toegekende subsidies deels gesubsidieerd door het Verkeersveiligheidsfonds, werd goedgekeurd;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aanvaardt om de werken te subsidiëren ten belope van een geraamd bedrag van 9.000,00 EUR inclusief BTW (art. 425/66552) voor de plaatsing van een overdekte fietsenstalling (fietsparkeerplaats) op de parking vóór het gemeentelijk zwembad Nereus

Gelet op het ontwerp van overeenkomst, opgesteld door Brussel Mobiliteit ;

BESLIST :

Om de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

SUP26.1493_GAN_convNL_EqInfra.pdf, SUP26.1493_GAN_convFR_EqInfra.pdf